

2
 nous targuons, ne résultent-ils pas des miettes du festin colonial ?

Voici quelques années déjà que la Suisse officielle entonne l'antienne de l'aide aux pays sous-développés. Nous ne nous attarderons pas à ces curieuses conceptions qui confondent parfois l'aide avec l'écoulement de nos surplus laitiers. Plus sérieuse et valable la décision du Conseil fédéral d'octroyer des bourses à des étudiants étrangers. Toutefois, ne nous leurrons pas : une personnalité éminemment compétente comme Tibor Mende signalait récemment que le montant total de l'aide aux pays sous-développés consentie par les puissances occidentales depuis la fin de la guerre est inférieur au total des bénéfices réalisés durant cette période par ces mêmes puissances sur le dos de ceux qu'elles prétendent aider. Ce que je te donne d'une main, je te le prends de l'autre... Prenons garde que la généreuse agitation d'une partie de la presse, que les projets du Conseil fédéral ne camouflent en réalité l'action autrement efficace de milieux économiques et financiers qui ont toujours intimement mêlé morale et taux de profits. Le colonialisme laisse la place au néo-colonialisme. Croit-on que la manière la plus judicieuse de nous démarquer à l'égard de l'un et de l'autre soit, comme cela s'est vu récemment, d'empêcher la République de Guinée de frapper monnaie chez nous pendant que les presses de la "Tribune de Genève" impriment tranquillement des billets de banque pour le Katanga de M. Tschombé ?

Et voici impliquée notre responsabilité politique : informer l'opinion suisse sur la réalité du colonialisme, lui révéler la responsabilité du capitalisme suisse et l'entraîner à se solidariser avec les masses en lutte pour leur liberté.

Information et solidarité : c'est le rôle assigné à l'essentiel de ce bulletin, ce sera surtout le rôle

de la manifestation des XXII cantons, le 21 février, journée anti-colonialiste mondiale des étudiants-

M D E

* * *

NOUS, DES COLONIALISTES ?

Certaines affirmations de notre éditorial surprendront, et peut-être même choqueront quelques lecteurs. Nous ne voulons pas laisser passer l'occasion de leur proposer quelques exemples qui, nous l'espérons, contribueront à éclairer leur jugement sur le redoutable problème du colonialisme. Ainsi, nous tirons du livre de Germaine Tillion, "Les ennemis complémentaires" (Ed. de Minuit, 1960, pp. 158, 159.) les lignes suivantes :

"... En revanche, la famine des tribus montagnardes qui entourent Sétif n'était que trop certaine, et trop certaine aussi la convoitise excitée chez elles par les splendides récoltes que ramassait, sur leurs terres confisquées (14 744 ha.) la Compagnie genevoise de Sétif. Dix ans plus tard, à deux cents kilomètres de là, les paysans qui m'en parlaient perdaient encore leur calme...

La Compagnie Genevoise fut mise en possession des meilleures terres de la région en 1853, sans autre obligation que celle d'y créer dix villages de cinquante feux. Les bons comptables suisses s'aperçurent vite que ces créations étaient onéreuses, et ils s'appliquèrent dès lors à décourager les colons européens déjà installés : 428 en 1870, 1 05 seulement en 1923. Malgré cela, un décret du 24 avril 1858 accorda gratuitement à la Compagnie la propriété privée du fonds, en la dégageant de toute obligation(1).

Elle vendit par la suite, et dans de bonnes conditions, une partie de ses terres, mais elle possédait encore en 1944, 14 744 hectares, part peu importante de son capital, qu'elle conservait peut-être par négligence."

(1) La Compagnie genevoise a constamment réinvesti en Suisse capitaux et bénéfices, même pendant la guerre 1914-1918.

* * *

LETRE D'ANGOLA.

A l'heure où les coups conjugués et bien ajustés des groupes de l'opposition portugaise menacent de toutes parts le régime dictatorial de Salazar; à l'heure où les Delgado et autres Galvao semblent polariser enfin notre attention trop longtemps chlotoformée par une grande presse aux ordres, nous sommes heureux de publier la lettre révélatrice d'un étudiant angolais. Mieux que n'importe quel commentaire, ce texte met tragiquement en relief quelques aspects de la situation honteuse de cette colonie portugaise.

Si vous ignorez la situation de l'Angola, et peut-être même jusqu'à l'existence de ce pays, c'est que la rigueur implacable du système colonial a réussi, depuis maintenant 500 ans, à soustraire ce pays à la connaissance mondiale.

Sous l'égide des aventures maritimes, les Portugais sont arrivés en Angola en 1460. A force de combats menés contre la population, ils s'établirent dans le nord du pays. La guerre de conquête a duré plus de cent ans. Les Angolais munis de leurs pro-

pres armes résistèrent plus d'un siècle aux attaques des conquérants portugais munis de leur armement dix fois supérieur. Les Portugais utilisèrent toutes les ruses, tous les mensonges et toutes les intrigues en plus des armes traditionnelles de la machine colonialiste pour vaincre la résistance du peuple angolais. Si la défaite angolaise a coûté beaucoup de vies à notre peuple, les Portugais ne peuvent pas oublier les combats du Humbe, Naulila, Ambuila, Bailundo, Bié, où périrent des milliers d'entre eux.

L'esprit de résistance et la volonté des Angolais de combattre pour leur pays a été si remarquable que les Portugais établirent un régime de terreur depuis la conquête jusqu'à maintenant. C'est ce même esprit qui encourage aujourd'hui les vrais Angolais à combattre pour l'indépendance. Si on ne peut pas dire qu'il y a de bons colonialistes, on peut dire sans crainte que les Portugais sont les pires. En effet, ceux qui acceptent la scandaleuse propagande du Portugal tendant à prouver la volonté du gouvernement de maintenir l'ordre, d'accorder les droits de citoyens aux colonisés, de ne pas pratiquer de racisme, d'apporter la civilisation, se trouvent confrontés à la réalité suivante:

1) "La population des provinces d'outre-mer portugaises se divise en deux classes: les citoyens et les indigènes. La loi considère comme indigènes les individus de race noire qui par leurs moeurs et coutumes ne se distinguent pas du commun de leur race". (citation du livre du docteur M. Caetano: "Traditions, principes et méthodes de la colonisation portugaise" 1951)

2) L'Angola, avec ses 6 millions d'habitants, a eu jusqu'en 1958 deux écoles secondaires destinées uniquement aux fils de colons. Chaque école est fréquentée par environ 700 étudiants, et tous les trois ans, on laisse un Africain suivre les cours.

3) A l'Assemblée Nationale, il n'y a aucun représentant pour les 6 millions d'Angolais; ce sont les Portugais eux-mêmes qui se donnent le titre de députés

de l'Angola.

4) "En traitant les Noirs comme une source précieuse d'énergie, nous aurons mieux servi le but de la civilisation qu'autrement." (extrait du discours du prof. Armino Monteiro, 1953).

5) "Le Blanc est destiné à être le dirigeant, le responsable. Sous les tropiques, il ferait triste figure, travaillant de ses mains à côté du Noir. Celui-ci est la grande force de production, l'abondant et docile élément de consommation qu'offre l'Afrique". (extrait du discours du prof. Armino Monteiro 1953).

Si les Portugais sont sincères quand ils disent qu'ils instruisent, qu'ils éduquent, pourquoi refusent-ils de donner des informations sur leur politique d'outre-mer à la commission de tutelle de l'ONU pour faire admirer au monde entier leur magnifique oeuvre de civilisation ? Il est pitoyable et révoltant d'entendre l'argument que les colonies portugaises sont des provinces. Dans le discours du Dr. Castro Fernandes, prononcé le 23 avril 1960, on peut lire : " Le fait que notre cas soit différent, que nous n'ayons pas de colonies en Afrique, mais des provinces portugaises, ne peut cependant pas nous conférer un sentiment absolu de sécurité. Pour d'autres, l'accès à la colonisation des grands espaces africains a été plus facile que pour nous." On comprend mal que " l'accès à la colonisation " ait eu pour conséquence l'établissement de provinces portugaises, et d'ailleurs la phrase " ne peut cependant nous conférer un sentiment de sécurité " en dit long sur la bonne foi du conférencier .

En ce qui concerne la soi-disant civilisation apportée par les Portugais, on peut dire que plus de la moitié de la population, est d'ailleurs il paraît bien difficile qu'un pays comme le Portugal exporte ce qu'il n'a pas chez lui.

Au moment où la libération des peuples colonisés pose au monde son problème le plus urgent,

les Portugais envoient trois bateaux par semaine transportant des colons en Angola afin de faire de celle-ci une colonie de peuplement. Des milliers d'Angolais sont massacrés, expulsés de leur terre et cantonnés sur des sols improductifs. Les voix des Angolais dispersés dans le monde entier, la répression inhumaine qu'exerce l'Etat portugais, sont la preuve évidente de la résistance que les Angolais opposent aux pires des colonialismes. Il existe en Angola deux mouvements d'opposition : le Mouvement Démocratique pour la Libération de l'Angola, et le Mouvement des Etudiants pour la Libération, tous deux clandestins.

Nous en appelons aux sentiments d'humanité de tous les peuples pour aider les Angolais dans leur lutte pour l'indépendance. Et nous rappelons au gouvernement portugais la phrase de Hardy : "Les gouvernements savent très bien que si on n'instruit pas les indigènes, ils s'instruiront eux-mêmes et contre eux".

Nous tirons cette lettre du Bulletin d'information anticolonialiste de février 1961. Nous remercions ses rédacteurs de nous avoir obligeamment autorisés à le reproduire.

LES ETUDIANTS BOUGENT

L'Union Générale des Etudiants d'Afrique Noire sous domination coloniale portugaise (UGEAN) groupe des étudiants d'Angola, du Cap Vert, de la Guinée de te portugaise, du Mozambique et de S.Tomé, qui poursuivent leurs études soit au Portugal, soit dans les universités européennes.

Au moment de la campagne d'excitation chauviniste soulevée par les colonialistes portugais à l'occasion de la discussion, par la quinzième session de l'assemblée générale de l'ONU, du problème des colonies portugaises, la section portugaise de l'UGEAN élabore et distribua un message au Peuple Portugais (que nous reproduisons plus loin).

En représailles contre cette prise de position courageuse de ces étudiants, nous écrit l'UGEAN, le Gouvernement Portugais vient de porter une grave atteinte au droit d'association des étudiants, en révoquant le Comité d'Administration de la Casa dos Estudantes do Império (C.E.I.), organisation culturelle de nos étudiants au Portugal, seule association légale que les étudiants des colonies Portugaises possédaient au Portugal.

A la place du comité librement élu de la C.E.I. le Gouvernement Portugais a imposé une Commission Administrative nommée par le Ministre de l'Education Nationale. La décision du Ministre fut prise par décret publié dans l'édition du 30.12.60 du Bulletin Officiel. Trois heures à peine se sont écoulées entre la parution de cet exécrable décret et la présentation des trois membres de la "commission administrative" dans les locaux de la C.E.I., "pour faire leur travail".

Devant cet acte arbitraire et intolérable, le comité élargi du MDE a décidé, en séance extraordi-

naire: 1° de donner la plus grande publicité possible à ce Message au Peuple Portugais qui a coûté si cher à nos camarades; 2° d'adresser une protestation véhémement à M. le Ministre de l'Education Nationale du Portugal.

D'ores et déjà nous assurons nos camarades de l'UGEAN de notre entière solidarité et de notre aide la plus efficace possible.

MESSAGE AU PEUPLE PORTUGAIS

Les étudiants universitaires des colonies portugaises d'Afrique, appelés à former les cadres dirigeants futurs dans leurs pays respectifs, jugent de leur devoir d'exposer au Peuple Portugais leur point de vue au sujet des accusations dont le Gouvernement Portugais fut l'objet à l'ONU.

Ayant suivi très attentivement le déroulement des événements dans la plus haute instance internationale - grâce à la radio et à la presse mondiale, plutôt que par la radio et la presse portugaises qui continuellement attendent à la vérité -, nous avons compris que des problèmes vitaux pour nos peuples y étaient discutés avec bon sens et dans un esprit constructif. Nous soutenons entièrement les accusations dont il fut question, et nous en présentons quelques autres à l'appui:

1° La pratique du travail forcé en Guinée sous domination portugaise, à S. Tomé, en Angola (en particulier à Porto Alexandre, Baia dos Tigres, Foz do Cuneme), au Mozambique (en particulier à Foz do Limpopo);

2° L'exportation de travailleurs "indigènes" d'Angola et du Mozambique vers les mines de l'Union Sudafricaine, en échange de certaines compensations pour le Gouvernement Portugais, qui perçoit une taxe annuelle par travailleur loué;

3° Les famines, qui, à cause de l'imprévoyance et de l'incompétence des représentants du Gouvernement Portugais, font périodiquement des milliers de victimes à

Cabo Verde (la dernière crise en causa 17 000.);

4° La concentration de forces militaires de répression dans nos pays.;

5° Le massacre de S.Tomé en 1953, qui consista en l'assassinat de 900 (neuf cents) habitants pacifiques de l'île par des civils européens armés par le Gouverneur Gorgulho;

6° L'inexistence d'universités et l'insuffisance d'écoles d'enseignement moyen et primaire.

Peuple portugais,

Dans les manifestations organisées par le Gouvernement de Salazar, une demi-douzaine d'étudiants vendus prétendirent abusivement représenter l'opinion des colonies portugaises. Nous dénonçons énergiquement les trahisons à la vérité et aux intérêts de nos peuples, dont ils se sont rendus coupables. La meilleure preuve de ce que la vérité est toute différente de ce qu'affirme la presse et la radio contrôlées par Salazar réside dans le fait qu'aucune des "Associations d'Etudiants d'Outre Mer" ne s'est jointe à ces démonstrations d'appui à la politique coloniale portugaise actuelle.

Peuple portugais, notre souhait majeur est d'établir des liens d'amitié avec tous les Peuples qui manifestent le désir de collaborer avec nous dans l'édification démocratique de nos Pays. Cependant, nous nous sentons une inclination particulière pour le Peuple Portugais dont nous avons eu l'occasion d'apprécier les qualités de compréhension et de tolérance tout le long de notre contact séculaire.

Pour que notre espoir dans un avenir de collaboration étroite avec le Portugal ne soit pas déçu il faut mettre un terme aux actuels préparatifs d'une nouvelle guerre coloniale, pendant laquelle coulera notre sang et le sang de votre Jeunesse sacrifiée vainement.

Nous nous rallions aux revendications constantes du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola et nous considérerions comme un signe de la bonne foi du Gouvernement Portugais l'exécution des mesures suivantes:

- Reconnaissance solennelle et immédiate du droit à l'autodétermination des peuples des colonies portugaises d'Afrique;

- Amnistie totale et inconditionnelle et libération immédiate de tous les prisonniers politiques;

- Etablissement des libertés civiles, notamment celle de constituer légalement des partis politiques, et garantie concrète pour l'exercice effectif de ces libertés;

- Retrait immédiat des forces armées et liquidation immédiate des bases militaires existant dans les colonies portugaises d'Afrique;

- Convocation de Tables Rondes comprenant les représentants de tous les partis politiques des colonies et les représentants du Gouvernement Portugais, en vue de trouver une solution pacifique au problème colonial portugais dans le cadre des intérêts réciproques des parties en présence.

Peuple portugais, nous venons d'exposer le point de vue des étudiants universitaires des colonies portugaises d'Afrique, dans le but de contribuer à une solution pacifique du conflit qui nous oppose, non pas au Peuple Portugais, mais à la dictature de Salazar, à celle qui défend les intérêts des monopoles, qui pillent nos richesses naturelles et appauvrissent nos Peuples par un travail d'esclave. Ces monopoles exploitent nos Pays mettent en danger le Bonheur et la Paix de nos Peuples et entraînent le Peuple portugais vers une guerre inutile et autodestructrice.

VIVE LA PAIX ET LA FRATERNITE ENTRE LES PEUPLES !

A BAS LE COLONIALISME !

Le MDE a adressé la protestation suivante à M. Francisco de Paula Leite Pinto, Ministre de l'Éducation Nationale à Lisbonne:

Monsieur le Ministre,

Nous avons appris avec indignation que vous aviez ordonné la dissolution de la Casa dos Estudantes de Império (C.E.I.), et nous nous élevons énergiquement contre une telle atteinte à la liberté d'expression; une mesure aussi arbitraire nous ramène aux temps les plus noirs de l'hitlérisme. Sachez que votre décision est sévèrement réprouvée dans notre pays, et que le mouvement démocratique des étudiants est solidaire de ses camarades étudiants des colonies portugaises dans la lutte qu'ils mènent pour obtenir l'indépendance de leur pays et sortir d'une condition dont aucun homme digne de ce nom ne peut tolérer l'existence.

Vive le respect des droits de l'homme!

Vive l'indépendance de tous les peuples d'Afrique !

, * * *

DU NOUVEAU POUR L'ESPAGNE ?

Depuis combien d'années parle-t-on de la question d'une amnistie qui réglerait enfin le sort de milliers de prisonniers et d'exilés politiques espagnols ? Pourtant rien de sérieux qui dépassât le stade de l'initiative individuelle (c'est à dire vouée à la corbeille à papier) n'a été tenté jusqu'ici. C'est pourquoi nous saluons avec joie la formation d'un comité international très large désireux d'organiser une conférence pour l'amnistie de ces prisonniers et de ces exilés. De nombreuses

personnalités de France, d'Angleterre, d'Italie, de Norvège, de Suède, de Belgique, de Grèce, d'Autriche et de Suisse ont déjà manifesté leur intérêt actif pour ce projet. Citons seulement pour la France: R.W. Thorp, résident de la Chambre des avocats, F. Mauriac, J. Cocteau, P. Picasso, L. Aragon, J. Madolle, Maître H. Corrès, A. Lanoux, L. Schwartz, P. Gascar, J.M. Domenach, P. Sartre, S. de Beauvois.

Ce comité lance un "Appel pour l'organisation d'une conférence pour l'amnistie des prisonniers et exilés politiques espagnols". Parallèlement à la diffusion de ce texte, a lieu une campagne de signatures destinés à appuyer cette initiative. Des listes sont à votre disposition au MDE.

Voici le texte de cet appel:

Il est profondément troublant qu'aujourd'hui encore, vingt ans après la fin de la guerre civile, des milliers d'Espagnols se trouvent en prison, dont des centaines d'entre eux depuis dix, quinze ou vingt ans; que des dizaines de milliers d'Espagnols, parmi lesquels des intellectuels renommés mondialement, se trouvent en exil; que des femmes et des hommes de toutes tendances politiques et de toutes conditions sociales soient condamnés par des Tribunaux militaires pour des faits qui, selon les principes démocratiques acceptés dans les pays européens et établis par la Charte des Nations Unies sont entièrement légitimes ou, dans le pire des cas, ne constituent que des délits de caractère mineur.

La contradiction entre cette réalité et l'appartenance de l'Espagne aux Nations Unies est ressentie non seulement en Europe, mais dans le monde entier. En Amérique latine, la demande d'amnistie pour les détenus et exilés politiques espagnols a été soutenue par des professeurs, des écrivains, des personnalités politiques et syndicales. En Europe, le mouvement en faveur de l'amnistie rassemble des intellectuels, des artistes,

des personnalités du monde politique, religieux et syndical, ainsi que des organisations de toutes les sphères. En Espagne même, les voix qui publiquement réclament l'amnistie se font chaque jour plus vigoureuses, plus diverses et nombreuses, comme en fait foi l'appel adressé au Ministre de la Justice par un grand nombre d'intellectuels et d'artistes espagnols où figuraient, au premier rang les signatures aussi significatives que celles de Menendez Pidal, Gregorio Marañon, et Azorin. Des pétitions analogues ont été formulées par des centaines de prêtres et par des organisations catholiques, ainsi que par les Conseils de L'ordre des Avocats et d'autres associations de tout ordre.

Nous pensons que la conscience de ce problème est actuellement si vive en Europe qu'il existe la possibilité d'y trouver une solution en accord avec les principes moraux, religieux et politiques de la civilisation européenne qui permette, tout au moins, de panser cette plaie encore ouverte.

Les arrestations, les tortures, l'arbitraire judiciaire, les tribunaux spéciaux qui condamnent des hommes et des femmes des plus diverses opinions, tout cela constitue un danger qu'il n'est pas permis d'ignorer, en flagrante contradiction avec les principes des Nations Unies que le Gouvernement espagnol s'est engagé à respecter. Cette situation donne aux citoyens de tous les pays membres des Nations Unies aussi bien le droit que le devoir d'intervenir.

Nous nous adressons en premier lieu aux détenteurs de l'opinion publique et aux personnalités qui ont manifesté leur intérêt pour la sauvegarde des principes de l'humanisme et des libertés civiles, pour des raisons aussi bien morales que politiques et religieuses. Nous appelons toutes les organisations culturelles et syndicales, indépendamment de leur

orientation, à participer à cette cause qui nous concerne tous.

Nous proposons, afin de contribuer à obtenir une amnistie pour tous les détenus et exilés politiques espagnols, la célébration d'une Conférence des pays de l'Europe Occidentale, avec la participation des personnalités représentatives de la plus large influence.

* * *

TOUJOURS LA "PACIFICATION"!

Voici sans commentaires, pour clore ce triste chapitre du colonialisme, le texte d'une lettre adressée il y a quelques mois de Sétif par le sergent Copéno Claude, SP 89116 AFN, à un militaire resté en France. Ces lignes sont extraites de "Nüremberg pour l'Algérie" de Maîtres Benabdallah, Oussedi et Vergès (coll. "Libertés", Maspéro). Notons que les avocats ont communiqué cette lettre à la justice militaire. Aucune poursuite n'a été engagée.

Cher vieux copain,

Je fais réponse à ta lettre que j'ai reçue hier et qui m'a fait bien plaisir. Je vois que la corne de bissonne ne t'a pas épargné et je crois que c'est la dernière que tu feras car tu as bientôt la quille vieux chagard. J'espère qu'à Lille vous avez du beau temps. Quant à nous, nous sommes vraiment gâtés. Tu vois le ciel, pas un nuage, et je t'assure que ça change pour; qu'est-ce que ça sera cet été.

Je vois que vous avez un nouveau colon et que ce que j'ai pu comprendre, il est vraiment au poil. Fi les 6 heures prolongés alors? Enfin, encore un peu de patience, 50 au jus, c'est pas dégueulasse comme ça dit moi, ça m'en fait 221. Ça fait presque deux mois que

je suis en A.F.N. et c'est fou comme le temps passe vite. Tu me croiras si tu veux, mais tout le monde a le moral ici. C'est une chose que je ne comprends pas. Il y a à peu près trois semaines que j'ai changé de boulot. Je travaille au 2e Bureau avec la P.J. et, tu peux le croire, les inspecteurs ne sont pas des fillettes. Je boulotte avec eux toute la journée et même parfois la nuit quand il y a des arrestations à faire en ville. Je suis chargé en outre d'un registre où j'inscris tous les fellows arrêtés par nos bons soins. Nous avons un fichier avec les photos de tous les suspects terroristes et c'est un boulot vraiment intéressant. Quand nous arrêtons un fell nous l'interrogeons et nous avons du matériel tout à fait persuasif. Tu vois ce que je veux dire. E.E. 8 à l'oreille et aux bijoux de famille, ensuite la flotte dans la bouche, plus les coups de bâton et la branlée quand c'est fini.

Tu peux être sûr que je ne ménage pas les coups de poing, et la tête au carré, ils l'ont quand on a fini l'interrogatoire. Il y a quatre jours les soldats du 2/43 nous ont amené un fell qu'ils avaient capturé en patrouille. Nous l'avons fait parler et il en est résulté qu'il nous a fourni l'endroit d'une cache d'Ain-Koua. Aussitôt opération et bouclage, c'est fini à midi. Bilan de l'opé : d'abord les militaires ont gazé la grotte qui fait 180 mètres de profondeur (tu vois un peu cette installation). Ils sont entrés dedans et ont sorti 12 fellows dont 2 sous-chefs et 1 aspi (qui est mort suite aux gaz). Toutes les armes ont été récupérées, tu vois ça c'est du boulot. A part cela je peux te dire qu'il y a une semaine lors d'un décrochage, il y a eu 4 tirailleurs tués et 5 blessés, du côté fellows ouallou.

Tu vois que les pertes sont sensiblement les mêmes

du côté que de l'autre. Parfois il nous arrive de buter des fellows. Qu'est-ce que tu veux qu'on en fasse dès l'interrogatoire ? Nous les emmenons à la nuit tombée dans le bled. Là une grande cave est aménagée spécialement. Les fellows sont amenés au bord de ladite cave le P.A. sûr la nuque, et hop, le grand saut. Tu vois si on se les dispute avec les Inspecteurs de la P.J. Au début, tu sais, le premier que tu butes comme ça, de sang froid, ça te fout un choc, mais c'est comme toute autre chose, on s'y habitue. Après cela tu vas tout-à-fait être me prendre pour un gangster...

Mais j'espère que tout va bien à la compagnie. Bien le bonjour et mon bon souvenir à tout le monde là-bas.

Attends l'attente d'une réponse qui j'espère sera prochainement je te quitte sur une bonne poignée de main.

Adieu amicalement.

Claude.

FLASHES

I. A tout seigneur, tout honneur !

Dans la "Neue Zürcher Zeitung" du 15 janvier cet éloge :

"Il nous faut aujourd'hui parler de la montée flèche du "Mouvement démocratique des étudiants" (à Lausanne, dont la création remonte à un an déjà. Nous avons les preuves que le MDE est un mouvement particulièrement vivant, puisqu'il réussit à réunir une centaine d'étudiants pour protester contre le film sur Werner Von Braun dans un cinéma lausannois. Il réunit une autre fois 500 étudiants pour une manifestation de solidarité envers les rebelles algériens. Nous devons prendre conscience du fait qu'il ne s'agit pas ici d'un jeu insignifiant, mais d'un mouvement politique assez puissant. Le MDE, en organisant des conférences, distribuant des tracts, vendant des publications étrangères qui défendent la cause des rebelles algériens, sans pour cela laisser de côté les problèmes suisses comme le problème des bourses, témoigne d'un très grand dynamisme. Il a les mains d'autant plus libres qu'il n'existe à l'Université de Lausanne aucun autre mouvement politique qui puisse freiner le MDE. C'est une terrible lacune qui risque de causer quelques événements inattendus dans le futur."

* * *

II. Malgré cela, les fascistes se lèvent tôt.

C'est avec une émotion indicible que nous avons lu dans les journaux du début de février : une messe pour le repos de l'âme de Robert BRASILLACH sera célébrée lundi 6 février à 6 h. 15 en l'église Notre-Dame (Valentin).

* * *

III. Le mur du çon.

L'éminent critique théâtral de la Tribune de Lausanne, qui n'écrit que sous le pseudonyme de H.-F. Berchet, a fait retentir à nos oreilles un "bang" malsonnant le 3 février dernier. Racourci saisissant, ou culot inadmissible ? Jugez-en :

"... Ces "Séquestrés d'Altona", ... c'est le triomphe du chef-d'oeuvre indigeste ! J.-P. Sartre continue, avec encore moins de chance mais toujours plus de succès, dans la voie de la facilité inaugurée avec "Le Diable et le bon Dieu"... Derrière des retours de philosophie pour ne pas dire de blablabla existentialiste, apparaît clairement, trop clairement, le théoricien inavoué de la sensiblerie romantique..."

- Trop clairement ? Pour la clarté et le jugement porté sur Sartre, vous vous entendriez en tout cas très bien avec le clerc qui nous gouverne en philosophie...

* * *

IV. Nomination

Nous avons appris avec plaisir que Jean-Pascal Delamuraz, ancien président de l'AGE a été nommé directeur administratif adjoint de l'Exposition Nationale. Nous le félicitons, et nous ne doutons pas que les hautes fonctions dont il va être investi contribueront beaucoup à hâter la construction d'une cité universitaire.

* * *

V. La lutte contre les anonymes

Il y a quelque temps déjà, la Faculté des Lettres avait jugé opportun de réétudier la question de l'année pédagogique, stage obligatoire pour les licenciés, can-

didats à l'enseignement officiel vaudois. En vue d'obtenir certaines modifications, son comité a entrepris un travail d'enquête dont les résultats furent présentés à l'Assemblée générale le 7 février dernier. La majorité de cette Assemblée s'étant prononcée en faveur d'une proposition, n'émanant pas du comité, de créer une commission chargée d'étudier à nouveau la question, le Président de la Faculté et deux membres du comité ont donné leur démission. Ce geste a provoqué des remous que concrétise certain tract non signé, mais dont tout porte à croire qu'il émane du vice-président de la Faculté lui-même, et où le MDE est accusé d'avoir fait pression sur les membres démissionnaires. Cette réaction s'explique par la peur de plus en plus délirante des étudiants qui se disent (comment se le permettent-ils encore ?) apolitiques en face du MDE. Tout en témoignant : ce tract en effet affirme que deux membres ont démissionné. Pourquoi oublient-ils le troisième ? N'est-ce pas peut-être parce qu'il s'agit d'une étudiante qui, jusqu'alors, ne faisait pas partie de notre mouvement, ce qui est très gênant pour la thèse avancée.

Mais il faut relever d'autre part qu'aucune des raisons invoquées pour justifier cette démission, pression du MDE, affirmation d'un mépris vis-à-vis de l'Assemblée, ne pose le vrai problème. La démission de trois membres du MDE ne résulte en aucun cas d'une obéissance passive à un mot d'ordre de notre mouvement : l'affaire des stages n'est pas et n'a jamais été l'affaire du MDE. Ce n'est que la peur quasi obsessionnelle d'une partie des étudiants qui a dessiné ce fantôme derrière une question qu'il n'appartenait qu'à la Faculté des Lettres de poser et de résoudre.

Il n'est pas juste de dire qu'une partie du comité a voulu témoigner de son mépris envers l'Assemblée,

Le contraire est plus près de la vérité: le vote en faveur de la commission étant manifestement un vote de défiance envers le comité. "Aucun comité jusqu'ici n'a été capable de mener à bien cette tâche", a-t-il été dit dans l'Assemblée du 7 février.

En plus de la méfiance qu'on lui témoignait, le comité, pour la moitié de ses membres, s'est aperçu que la création d'une commission qui n'avait même pas un mandat fixe dicté par l'Assemblée, mais les plains pouvoirs quant aux démarches qu'elle allait tenter, ne correspondait pas du tout à l'idée qu'il s'était faite de l'action qu'il pouvait entreprendre sur cette question. Cette décision allait à l'encontre du travail qui avait déjà été fait par le comité, et certains de ses membres ont choisi de reprendre toute leur liberté d'action afin de continuer ce travail qu'ils jugent seul efficace.

Si l'auteur du tract en question croit parler au nom de l'ensemble des étudiants lorsqu'il dit que le comité démissionnaire a agi en "s'inspirant d'un syndicalisme étranger dont nous ne voulons pas", qu'il se détrompe. Si une coalition dans l'assemblée se prononce contre tout ce qui a été fait dans ce sens depuis quelques années, une importante fraction formée par des étudiants de toutes tendances politiques dont certains même ne sont pas du tout d'accord avec le MDE, refuse de partir maintenant dans une voie si opposée à celle que nous avons suivie dans notre lutte pour la démocratisation des études par exemple.

Quant à l'affirmation que cette démission portera préjudice à la Faculté: puisque une des questions les plus délicates qui se soient posées à nous ces derniers temps se trouve maintenant en sécurité entre les mains d'une commission élue, nous voyons mal en quoi la Faculté pourrait souffrir de n'avoir plus pour quelques temps son comité de six membres pour organiser ses bals et ses fondues!

Il n'est d'ailleurs nul besoin d'épiloguer davantage sur ce tract qui lui d'abord témoigne de ce qu'il nous reproche, soit "un caractère partisan et intolérant", puisque "nos adversaires" eux-mêmes (pour reprendre leurs propres termes, l'ont jugé si peu digne de foi qu'ils ont préféré le retirer de la circulation de peur qu'on ne leur en attribue collectivement la paternité.

MDE

* * *

POUR UN SYNDICALISME ETUDIANT.

Il ne peut y avoir de véritable syndicalisme si la base - dans le cas qui nous occupe, entendez les étudiants- ne participent pas à son élaboration et à sa défense. Sans vouloir préjuger du travail accompli par l'AGE depuis 1956, force nous est de reconnaître que la base dans sa grande majorité, ne s'est jamais véritablement sentie concernée par le travail syndical accompli. L'inexpérience, le manque de formation, l'inconscience même de certains étudiants sont proprement effrayants. Il faut réagir et susciter la naissance d'un large mouvement syndicaliste qui seul permettra une politique universitaire plus équitable et plus efficace.

Pour sa part, le MDE, soucieux de soutenir la politique de l'AGE dans ce domaine, considère qu'il est de son devoir d'informer le plus largement possible les étudiants. Cet article, le premier d'une série, définit les grandes lignes de l'action syndicaliste.

Différentes enquêtes menées dans les universités romandes ont révélé que la majorité des étudiants suisses proviennent des classes aisées de la population, et que les classes laborieuses n'ont pratiquement pas la possibilité d'accéder aux études supérieures (à Lausanne, les étudiants d'origine ouvrière représentent moins du 3% de l'effectif total !). Il y a là une injustice criante : alors qu'on proclame que la culture est le bien de tous, il semblerait normal que tous puissent en bénéficier. Or, actuellement, nous constatons que cette culture est annexée par une certaine catégorie de la population. La plus élémentaire justice sociale voudrait que l'Etat assure à chacun, quelle que soit sa situation financière, la possibilité de faire des étu-

des universitaires, L'Etat devrait accomplir ce que l'on a convenu de nommer une démocratisation des études.

Outre la préoccupation essentielle d'une plus grande justice sociale -qui doit être à la base de toute démocratisation des études-, on peut avancer un second argument, moins essentiel certes, mais plus apte peut-être à toucher nos autorités soucieuses d'efficacité et de rendement: chacun sait en effet, que, dans les pays industrialisés, la pénurie de cadres scientifiques et techniques, loin de s'atténuer, devient de plus en plus grave. Ceci est dû à une transformation de structures économiques dans le sens d'une technicité plus grande, et n'est par conséquent pas un phénomène passager.

La Suisse a actuellement besoin d'environ 900 diplômés universitaires par an pour l'ensemble des cadres scientifiques et techniques, alors que 600 seulement environ (dont les étrangers), sortent de nos universités et écoles polytechniques. Les quelques chiffres ci-dessous montrent de façon patente la gravité de la situation en Suisse, comparative-ment aux grandes puissances:

URSS :	1 ingénieur par an pour	3000 habitants
USA :	" " " " "	7400 "
Suisse :	" " " " "	12500 "

En dehors du cadre polytechnique, la situation devient très grave en médecine: le nombre des étudiants suisses a baissé de 20 % depuis la guerre; un praticien sur quatre a plus de soixante ans.

Pour obvier à ces graves lacunes, la solution la plus efficace est un recrutement beaucoup plus large des universitaires. Le gouvernement vaudois l'a bien compris puisqu'il a adopté le rapport Oguey, qui représente un immense pas en avant.

mais ce système qui tient à la fois de la bourse et du prêt d'honneur, nous semble insuffisant à combler ce grand retard de la Suisse, et surtout à permettre aux jeunes issus de la classe ouvrière qui en ont les capacités d'accéder aux études supérieures.

Examinons de plus près ce qu'est l'université. Est-elle un ensemble de bâtiments? Une organisation publique groupant les facultés? Non, l'université se caractérise avant tout par son activité: elle doit assurer la formation professionnelle des futurs cadres du pays et entretenir le patrimoine culturel et scientifique de la nation. Ainsi définie, l'université se caractérise avant tout par le travail universitaire: elle n'existe que par lui.

Or, c'est précisément la valeur reconnue du travail universitaire qui permet aux étudiants d'exiger l'établissement de conditions propres à son exercice et de demander que leur soit reconnue la qualité de jeunes travailleurs intellectuels.

C'est sur cette base, grossièrement esquissée, que les étudiants peuvent se constituer en syndicats défendant leurs intérêts et s'estimer en droit d'obtenir une allocation d'études (présalaire) pour le travail qu'ils fournissent: l'argent ainsi utilisé par la nation constituant un investissement qui portera ses fruits lorsque l'étudiant aura fini ses études et travaillera avec un rendement immédiat.

Remarquons que l'allocation demandée par les syndicalistes n'a rien de commun avec la bourse, sous quelque forme que ce soit: tout étudiant, qu'il soit sans fortune ou de famille aisée, touche un salaire pour le travail qu'il fournit.

Le système de l'allocation d'études présente l'avantage de permettre un recrutement des étudiants sans aucune discrimination et de la façon la plus large possible, ce qui est, nous l'avons vu, une condition indispensable pour que les besoins en cadres de la Suisse

soient satisfaits

Cet article ne prétend pas énumérer les autres revendications des syndicats estudiantins; pas plus qu'il ne prétend avoir fait le tour du problème de l'allocation d'études: il n'est qu'une introduction. Deux facteurs primordiaux ont été entre autres laissés de côté: le premier est celui du fédéralisme helvétique et de toutes les difficultés d'application que cela implique; le second est celui de la liberté académique: si l'Etat alloue un salaire à chaque étudiant, il pourrait se considérer en quelque sorte comme un patron, et se sentir en droit d'intervenir pour diriger le choix de la carrière que l'étudiant suivra.

Le MDE reviendra sur cet important problème du syndicalisme au cours du semestre d'été, et examinera ces questions de façon détaillée. Nous verrons que des solutions existent.

René Schnorf

Olivier Pavillon

* * *

UBU AU GRAND CONSEIL.

Une brochure extrêmement utile et édifiante vient de paraître: il s'agit du "Bulletin des séances du Grand Conseil du Canton de Vaud n° 24. Séance du lundi 21 novembre 1960".

Les pages 125 à 158 de cette publication vendue à la Chancellerie au prix modique de un franc, reproduisent, tels qu'ils ressortent du sténogramme officiel - les débats relatifs aux "interpella-

tions Muret et Bringolf sur les interdictions prononcées par le Département de Justice et Police à l'encontre de deux orateurs français." Le lecteur pourra se faire une idée du niveau intellectuel des députés de l'Entente Vaudoise, et de leur moyenne d'âge mental, encore que le sténogramme pudiquement, ne reproduise pas les gloussements, borborygmes, huées, et autres petits rires chicaniers qui ponctuèrent les arguments de la gauche.

Il n'est pas possible de reprendre point par point ce débat. Nous retiendrons surtout le fait que M. Guisan n'a pas répondu aux questions répétées de M. Bringolf demandant s'il y avait "eu une discrète intervention des autorités diplomatiques ou consulaires étrangères?" (p. 133) En outre, M. Guisan a avancé qu'il serait "déplacé d'admettre que des orateurs étrangers puissent lancer de notre pays des appels et des encouragements à la rébellion, à la désertion ou à l'insoumission, comme il y avait lieu de le craindre". On est en droit de se demander si, sur ce point, M. Guisan est de mauvaise foi, ou s'il ignore simplement la position tranchée du Parti Socialiste Unifié et de M. Bourdet, contre l'insoumission et la désertion. De toutes façons, son argument n'est pas fondé. Il n'empêche que c'est principalement en fonction de cet argument que M. Guisan a pris sa décision d'interdiction. Nous laisserons à ceux qui désireraient parfaire leur connaissance du parlementarisme vaudois le soin de lire eux-mêmes cette brochure (que nous diffuserons abondamment sans majoration de prix). Nous ajouterons que le plus beau cadeau que l'on pourrait faire à la gauche serait de téléviser de telles séances. Ne serait-ce que pour montrer aux électeurs la tête de celui qui a prononcé ces fortes paroles. (M. André Capt) : " Permettez à un député de la province de s'exprimer brièvement dans ce débat. Il y a quinze jours que les événements qui viennent d'être abondamment commentés se sont déroulés. Qu'en reste-t-il aujourd'hui et quel est l'écho de toutes

ces discussions à la campagne? Je crois pouvoir dire qu'il n'en reste à peu près rien." (p. 152)

L'Entente Vaudoise a suivi M. Capt dans son appui à la demande du libéral Pahud de passer à l'ordre du jour pur et simple.

Il est bon de temps en temps de prendre connaissance des faits et gestes de nos élus, et nous avons été peinés de constater qu'aucun membre du Bureau de l'UEL n'était présent à cette séance, dans la tribune du public.

Sylvain Goujon

* * *

LETTRE OUVERTE AU REARMEMENT MORAL.

La Direction des Ecoles de Montreux a refusé de passer un film du RAM, alors qu'elle s'était permis de projeter "Alexandre Newski" d'Eisenstein.

Moralité: quelques jours plus tard, des critiques venant d'Amérique dénonçaient bruyamment l'antiaméricanisme pratiqué dans les écoles suisses.

Quels vilains procédés! Les gens de chez nous n'aiment pas être joués de la sorte. Sachez vous adapter aux circonstances, si vous voulez "réarmer" ou "moraliser" le peu de culture qui subsiste dans notre pays. Permettez-nous une suggestion; vous verrez que les moyens préconisés par nous répondent assez bien aux notions habituelles de la morale (non pas que nous tenions à elle autant que

vous, mais nous irions jusqu'à utiliser ses vertus, par machiavélisme politique).

Vous lisez certainement la "Neue Zürcher Zeitung"; vous êtes donc informés des agissements de cinquante étudiants communistes à l'Université de Lausanne.

De notre côté, nous avons appris que vous bénéficiez dans notre pays d'un régime fiscal de faveur, -à savoir que vous ne payez simplement pas d'impôts!

Alors, voici notre suggestion: consacrez une partie des impôts que vous ne payez pas à constituer des bourses pour étudiants communistes. Vous leur projetteriez vos films, et vous leur joueriez vos pièces de théâtre. Mais, vous ne l'ignorez pas, il y a malheureusement des gens très intelligents dans les milieux de gauche. Il faut que leur intelligence rencontre votre culture; certainement vous ne manquerez pas de les convaincre.

Ainsi, les impôts que la "générosité" de nos dirigeants vous dispense de payer pourraient constituer quelques dizaines de bourses... Or, c'est précisément pour elles que le syndicalisme étudiant se bat depuis des années.

MDE

* * *

BIBLIOGRAPHIE

- | | | | | | |
|--|--|--|---|---|-----------|
| Des Officiers parlent, présentation de Jules Roy,
Julliard | 9,80 | R. Delavignette | Christianisme et colonialisme. Ed. Fayard | env. 6,-- | |
| Martin-Chauffier | L'examen des consciences, Algérie au VII, (Julliard) | 6,50 | XXX | Le Parti Socialiste Belge avait raison
Institut E. Vandervelde | env. 1,50 |
| Germaine Tillion | Les Ennemis complémentaires, l'Algérie en 1961 (Minuit), | 9,80 | E
Engles | La situation de la classe laborieuse en Angleterre
Editions sociales | 15,05 |
| Yves Lacoste, A. Nouschi et A. Prenant - L'Algérie, passé et présent : le cadre et les étapes de la constitution de l'Algérie actuelle.
(Ed. Sociales), | 17,10 | Recherches Internationales - Sur le jeune Marx | | 6, | |
| Le droit à l'insoumission, le dossier des "121"
(Maspero), | 8,50 | Fidel Castro accuse
Editions sociales | | 3,40 | |
| Hocine Bouzaher | Des voix dans la Casbah (théâtre militant), Maspero, | 5,35 | Claude JULIEN | La révolution cubaine
Julliard | 11,70 |
| Benabdallah, Oussedik, Vergès | Nuremberg pour l'Algérie, Maspero, | 1,15 | H. Russcol et
M. Banai | Kilomètre 95 (roman)
Robert Laffont | 16,10 |
| Michel Habart | Histoire d'un parjure, Minuit, | 9,80 | Georges Arnaud | La plus grande pente (nouvelles)
Julliard | 9,80 |
| Henri Seroya | La pensée arabe "Que sais-je" | 3,50 | Michel Butor | Histoire extraordinaire (essai sur un rêve de Baudelaire) NRF | 9,80 |
| Mamadon Dia | Nation africaines et solidarité mondiale
P. U. F. | env. 12,-- | Anne Philipe et
Claude Roy | Gérard Philipe
NRF | 16,10 |
| | | | T. Chiarette | L'Avventurade M. Antonioni Buchet Chastel | 19,15 |
| | | | R. Borde et
A. Bouissy | Le néo-réalisme italien
Cinémathèque Lausanne | 12,-- |

Bernard Fall	Le Viet Minh 1945-1960 Armand Colin	20,20
Gregor von Rezzori	L'Hermine souillée (roman) NRF	16,60
Mes de Kock, Mousseaux, Merchie, Oussedik,	Ed. S. Mousseaux, Bruxelles	env. 2,--

Pour ceux que les problèmes juridiques intéressent, voilà un ouvrage très bien fait sur un aspect particulièrement tragique de la situation des Algériens dans les pays limitrophes de la France.

* * * *

LES SEQUESTRES D'ALTONA DE J.P. SARTRE

"Ce qu'on peut faire d'un homme", on le fait "humainement", au nom d'un idéal, d'un grand principe. L'homme, disait Marx, est objet pour l'homme. "Un et un font un" proclame Sartre, l'aliénation de n'importe quel homme est l'aliénation de tous les hommes. "L'amour, la haine, un et un...". De Frantz, comme de tant d'autres, comme d'une partie de la jeunesse française, on a fait un tortionnaire. Une nation forte, c'est une jeunesse forte ! Ils sont partis avec le sentiment de faire leur devoir. Ils sont revenus, ils reviennent et reviendront encore, déçus, dégoûtés et démoralisés, pour avoir assisté, impuissants, à la torture. Même pour y avoir participé. Coupables et juges de leurs pères ! Une jeunesse à laquelle on a fait prendre un combat absurde, injuste, pour un combat nécessaire. Une jeunesse qui est devenue complice ! C'est d'abord le problème de cette génération contaminée que Sartre a voulu aborder avec "Les Séquestrés d'Altona". L'Algérie étant un sujet tabou, il fallait contourner la censure. Pour parler de l'Algérie, il a parlé de l'Allemagne. L'attitude des Français vis à vis des Allemands pendant la guerre était la même que celle aujourd'hui des Algériens vis à vis des Français. Choisir l'Allemagne, c'était aussi prendre une certaine distance par rapports aux événements actuels.

Les Von Gerlach, famille noble d'industriels, méprisaient Hitler, porté au pouvoir par la plèbe. Mais Hitler luttait pour étendre les marchés de l'Allemagne. Il était utile. Les industriels devaient céder aux impératifs de production de leur entreprise. Semblable est aujourd'hui la situation du bourgeois français : l'impuissance. Et la mystification !

il apparaît pour-

tant que la référence des "Séquestrés d'Altona" à la guerre d'Algérie n'est pas assez évidente. Sans doute à cause des personnages de Sartre que sont trop exceptionnels. Les von Gerlach restent aux yeux de beaucoup de spectateurs une des plus grandes familles de chantiers navals. En outre, ce sont des intellectuels avec tout ce que cela a de restrictif. Frantz pourrait être n'importe quel soldat d'une famille bourgeoise qui aurait accepté Hitler comme une nécessité, comme une fatalité pour une Allemagne au chômage.

"Si l'on n'a pas tout fait, on n'a rien fait". Thème de la responsabilité, de la culpabilité, chère à Sartre. Nous sommes responsables de Dachau comme d'Hiroshima, comme des 800'000 Algériens tués. Parce que Sartre ne fait pas reposer la responsabilité des massacres nazis sur les seules épaules d'Hitler et de son État-major ou sur celles du peuple mystifié, il s'est trouvé un critique assez stupide (H.-F. Berchet) pour voir une glorification de la cruauté! Ce sont les vainqueurs qui assument l'Histoire. Ce sont les vainqueurs de 1918 qui ont fait la guerre de 1939, nous sommes tous coupables et nous sommes responsables si l'on ne fait pas tout pour empêcher une nouvelle guerre, pour arrêter celle qui se poursuit en Algérie.

Frantz von Gerlach est le fils d'une grande famille et dès son enfance, chacun de ses problèmes a été résolu par son père. Aucun obstacle ne lui avait permis de se créer une personnalité. Son destin, c'est celui de chef d'entreprise. En 1941, il cache dans sa chambre un prisonnier polonais. Son chauffeur ou son père (le doute subsiste) le dénonce. Son père, comme à l'ordinaire, arrange tout. Frantz ne sera pas inquiet s'il accepte de s'engager dans l'armée tandis que le prisonnier est tué sous ses yeux. Son éducation lui a appris à ne pas

dire son nom. Il acquiert le grade d'officier, est décoré, puis devient volontairement tortionnaire. Vainqueur, il eût été un héros. Vaincu, le miracle allemand aidant, il eût pu accepter ou oublier. Il est jugé à la fois coupable et non coupable. Il se séquestre. Et sa séquestration a marqué sa famille; il l'a empêché d'oublier que le père a pratiqué la collusion, qu'il a vendu ses terrains à Himmler en sachant qu'ils serviraient à l'établissement d'un camp de concentration. Avec lâcheté, il essaie de se justifier en déclarant que s'il avait refusé de vendre ses terrains aux nazis, ceux-ci en auraient trouvé d'autres. Habituelle justification! Dans sa chambre, Frantz est hanté par le trantième siècle. C'est la présence obsédante de l'avenir que Sartre mettait déjà en évidence dans son "Saint-Genêt". Les crabes, ces hommes futurs qui auront à leur disposition des moyens que nous ne pouvons même pas soupçonner, ces crabes nous jugeront. Notre époque sera considérée comme objet coupable, dont on analysera l'échec. Frantz est typiquement un héros de notre temps, comme Jean Genêt. Tous deux ont choisi de s'installer dans un moment de l'Histoire et de le vouloir contre tout en s'exerçant dans des sophismes avec l'entêtement du vaincu, en sachant que nos vérités deviendront erreurs. C'est le "Qui perd gagne" que l'on retrouve constamment chez Sartre. Frantz a poussé notre solitude jusqu'à l'extrême minute, sa mauvaise foi nous est insupportable parce qu'elle est aussi la nôtre. A notre place, il se met au banc des accusés. Mais les siècles futurs auront-ils le droit de nous juger? Comme Genêt, Frantz se veut martyr et comme le martyr, il porte son siècle sur ses épaules. Avec Léni, avec Johanna et avec son père, il joue le jeu des miroirs, il tente de découvrir chez l'autre l'image que l'on se fait de lui. Et cette image, en s'avouant, en se voulant coupable, il tente de la déformer. Il se cherche objet. Jugé par les autres. C'est sa solitude. Comédien: par ce qu'

il tente de donner au plomb la forme de l'or, parce qu'il prend le rôle de témoin à décharge de l'Histoire, témoin décoré de médailles en chocolat. Pas toujours convaincu, il doit se persuader pour tenir son rôle. Genêt, devenu voleur, est rejeté par la société qu'il rejette. Frantz, vaincu, coupable aux yeux de la société, se séquestre. Celui-là s'est voulu voleur et criminel jusqu'au bout, jusqu'à la négation totale, et celui-ci se veut vaincu jusqu'à l'anéantissement. Et cet anéantissement doit être celui de l'Allemagne entière, vaincue comme lui. Il ne peut pas, par conséquent, admettre le redressement de l'Allemagne, ce serait faire oublier la défaite. Il fallait perdre totalement. Gagner ou s'anéantir, c'est sa règle. Il a dû choisir le néant. Dans le miroir que fut pour lui son père, Frantz a reconnu l'impossibilité de son attitude, de son être, l'impossibilité de redevenir humain. Le suicide est l'expression de son néant. La vie est impossible. Sa seule possibilité, c'est la mort. Il a décidé d'être ce que la torture a fait de lui. Il veut son destin et refuse d'y échapper. Il aurait pu participer à la transformation de la société, assumer le vrai refus.

Sartre est torturé par un sentiment d'impuissance, celle de n'avoir rien pu changer, comme il l'a exprimé dans sa préface à "Aden arabie" de Paul Nizan: "De démission en démission, nous n'avons appris qu'une chose: notre radicale impuissance." Le suicide collectif de Frantz et de son père est significatif. Les défaites de la nouvelle génération rejoignent celles de la génération précédente. Rien n'a changé. La mystification continue.

Les malheurs que l'homme subit ne sont pas inhérents à la condition de son existence, ils viennent de l'homme lui-même. L'homme n'est pas immuable. Il transforme la société qui le modifie à son tour. J'ai regretté que cette transformation ne soit pas mieux apparue dans "les Séquestrés d'Altona". En effet,

Sartre ne nous montre pas l'homme se transformant, il ne nous montre que les résultats de cette transformation.

Cette œuvre est avant tout un texte, et la conception scénique de Sartre l'affaiblit. Ses personnages parlent tous le même langage, celui de l'auteur. Des êtres livrés d'un bloc avec toutes leurs contradictions, donc difficilement abordables. Chez Brecht, par exemple, les personnages sont présentés une face après l'autre, sous de multiples éclairages, chaque scène dégageant une silhouette nouvelle. C'est le spectateur qui fait la synthèse après avoir suivi un mode d'approche efficace. La signification de "Grand peur et misères du IIIème Reich" est sans aucun doute différente de celle des "Séquestrés". Il est pourtant possible d'y comparer la démarche de Brecht à celle de Sartre. Le premier dénonce la mystification en nous montrant son processus, le second la dénonce en analysant ses résultats. Brecht est plus efficace.

J'ai désiré me borner à un certain aspect de la critique des "Séquestrés", étant donné que Bernard Dort dans "Théâtre Populaire" n° 35 a fait une critique très complète où il analyse les faiblesses de l'interprétation.

Je dirai quelques mots encore du succès de cette pièce. Un public nombreux a applaudi Jean-Paul Sartre tant à Paris qu'ailleurs. Ne nous y trompons pas. C'est un succès de salon. Ce n'est pas la manifestation d'un public conscient, qui sait que tous les jours on torture, d'une foule qui a compris qu'elle est instrument. On vient écouter un auteur qui pose des problèmes intéressants comme on va écouter un compositeur qui propose des harmonies nouvelles.

"Les séquestrés d'Altona" est une œuvre généreuse. D'une générosité conséquente. L'œuvre d'un auteur décidé à aller jusqu'au bout à la fois dans la subjectivité et dans l'objectivité. Lucidité d'un homme conscient de son échec, de l'échec de la

société à laquelle il appartient. Il faut être d'un bel hermétisme et d'une belle inconscience (celle de M. Samuel Chevallier !) pour s'être ennuyé à cette représentation.

Gérald Mury

* * *

LES COUPABLES C'EST VOUS.

La critique de Laurent Gagnebin dans les "Voix Universitaires" de janvier me rappelle les propos de mon ancien professeur de philosophie, prêtre régulier de son état, qui nous mettait en garde contre l'oeuvre de J.P. Sartre: "Chaque fois que je lis Sartre, je perds mon envie de travailler !" Mais hélas, la blessure n'était pas salutaire comme le prétend Gagnebin: En moins de vingt-quatre heures, la bonne conscience reprenait tous ses droits, et la culpabilité malencontreusement dévoilée devenait un cauchemar de plus à oublier.

Mon intention n'est pas ici de vouloir à tout prix dire que Gagnebin n'a rien compris à la pièce: Chacune des lignes de son article, ses hésitations, son insécurité louvoyante laissent entendre qu'il en est personnellement conscient. Qu'il se rassure: même si Sartre prétend, dans le numéro 36 de "Théâtre Populaire", que "Les Séquestrés d'Altona" concernent tout le monde, il avoue désespérer un peu de la bourgeoisie: "Lorsqu'on veut mettre en question l'intérêt foncier de la bourgeoisie, il est inutile de s'adresser à des bourgeois. Les mystifications liées au capitalisme apparaissent de plus en plus clairement:

les bourgeois les connaissent et s'en accommodent. S'ils tolèrent, exceptionnellement qu'on les leur montre, ils dévaluent aussitôt le fait de les montrer. Marx le remarquait déjà: la bourgeoisie a pris conscience d'elle-même en tant que classe. Aujourd'hui elle a adopté une attitude lucide et cynique vis à vis de son développement historique."

Notre grand critique se plaint malheureusement d'avoir une "conscience endormie" au contraire de ses semblables. Cela lui permet d'exprimer quelques jugements assez surprenants, dont celui-ci: "Sartre verse parfois dans une imagerie politique assez facile..."

" Dans la "Putain respectueuse" et "Les mains sales", il n'a pu s'élever du particulier au général. " De telles sentences font autorité; il est seulement regrettable que cette "imagerie politique un peu facile" ait été autrefois la ségrégation raciale et soit aujourd'hui la guerre d'Algérie, dans sa critique. Je suppose que Sartre a si bien su s'élever du particulier au général que notre "journaliste" ne s'en est même pas aperçu. Est-ce pour le plaisir de décrire les aventures d'un ex-soldat allemand en 1959 que Sartre qui avait annoncé son intention d'abandonner le théâtre dans son fonctionnement actuel nous a donné les "Séquestrés" ? Et cela précisément au moment où la France, sa patrie, suffoque et se meurt, ensanglantée qu'elle est par les mêmes problèmes. C'est faire injure aux prises de position politiques de l'auteur, que de se permettre, ne fut-ce qu'un seul instant, une telle supposition ! Il avait un sujet précis à traiter: la guerre d'Algérie. La distanciation nécessaire pour donner à chacun des héros la force qui est la sienne a fait que la pièce est devenue les "séquestrés". Tout le monde s'accorde à reconnaître que c'est un chef d'oeuvre, et chacun y lit le drame de la guerre et de la torture. Quant à ceux qui veulent nier la culpabilité de cha-

cun, ils écrivent dans les "Voix universitaires", et essaient de cacher leur peur immense en découvrant partout d'impressionnants problèmes philosophiques.

Gérard Delaloye

* *

GUÉRISSEURS ET MÉDECINS

À la fin de l'année 1960, le Grand Conseil a eu à s'occuper d'une pétition déposée par M. Grin, professeur à la Faculté de théologie.

Cette pétition demandait une "modification de la loi sanitaire, afin de permettre une collaboration qui pourrait être fructueuse entre médecins diplômés et guérisseurs sérieux".

Il n'est peut-être pas inutile de nous arrêter un instant sur la proposition de notre ex-recteur.

Qu'est-ce qu'un guérisseur, qu'est-ce qu'un guérisseur sérieux ?

Le guérisseur est un homme qui, sans formation médicale, sans contrat avec la société, par conséquent sans engagement et sans responsabilité envers elle, prétend traiter les maux les plus divers, fantaisistes, réels ou imaginaires.

Le guérisseur prétend apporter la guérison; donc, non seulement clamer la souffrance, phénomène psychique, mais aussi faire disparaître l'atteinte organique. Il se présente donc au malade comme l'homme capable, grâce à un don mystérieux, d'apporter le remède à son mal.

Ce malade, c'est un homme qui souffre. Son harmonie vitale et morale est rompue. Son psychisme peut présenter une régression incroyable. Il

perd ainsi en quelques jours la moitié de soi-même, et retourne à un état plus ou moins infantile. Il est alors en proie aux frayeurs et soumis à la puissance de ce qui le dépasse. Le malade n'est plus lui-même. Il reste sans défenses devant la sollicitation du mystère, de l'inconnu ou du clandestin.

C'est ainsi que l'anxieux de toujours, l'angoissé de toutes natures, le condamné à mort, ira frapper à la porte de cet homme du mystère. Tant il est vrai que ce qui reste inexplicable a toujours attiré l'homme. Mais comment, maintenant, le guérisseur-miracle va-t-il accueillir, puis guérir son client ?

Le plus souvent, il va, dès l'arrivée du malade, s'entourer de gestes mystérieux, de murmures inintelligibles. Il imposera les mains, accompagnera ses paroles de quelques passes magnétiques, ou encore transmettra son fluide au patient. L'élément religieux ne joue généralement qu'un rôle accessoire.

Souvent aussi, le guérisseur ne se contentera pas de ces quelques manœuvres diaboliques. Il posera un diagnostic, écoutant son instinct ou la voix qui lui dicte l'origine du mal. Il prescrira alors des bains, des tisanes ou d'autres médicaments, le plus souvent inoffensifs.

Muni de pilules, de tisanes et de conseils, le malade s'en va plein de confiance, non sans avoir versé quelques pièces dans la crousille du charlatan. (Madame Vuillémot, célèbre par son pouvoir de déceler la maladie dans ses états d'absence, puis de la guérir par ses tisanes et parfois par ses prières, n'a-t-elle pas "soutiré" 37 000 francs aux malades confiants en 1959 ?)

C'est ainsi que, crédule, apaisé, le malade laisse progresser le mal qui le frappe. Quelle bactérie a-t-elle jamais été sensible à telle passe magnétique ? Lais-sée tranquille, la maladie peut progresser en silence.

On pourrait objecter que la tisane, le bain ou le tour de passe-passe étant inoffensifs, le guérisseur est peu nuisible à son malade, même s'il ne le guérit pas.

Il importe peu que le traitement ait été inoffensif. Il ne suffit pas, en effet, de protéger la santé contre un traitement nuisible. Il est aussi criminel de calmer le malade en lui appliquant une thérapeutique inefficace, ou en prenant la place du médecin, capable de soigner efficacement.

Il est donc bien certain que tout guérisseur, quelle que soit sa méthode, est un individu suspect qui met en danger la santé publique.

Mais "l'illégalité" du guérisseur dépasse de beaucoup la plan des intérêts lésés, et celui du niveau de l'incompétence dangereuse: elle trouve sa source dans cette ambiance obscure, peut-être subconsciente, où l'irrationnel se confond avec l'illusion trompeuse.

"Guérisseurs sérieux", disait la pétition Grin.

Il n'y a pas de guérisseurs sérieux. Il peut y en avoir de naïfs ou de malins.

Les premiers, même s'ils sont sincères, sont dangereux. Ils n'abusent probablement pas consciemment de la crédulité populaire. Ils n'en sont pas plus compétents pour autant.

Les seconds, plus habiles, garnissent leur gousset. Ils savent entretenir tous les artifices nécessaires à créer le choc psychologique qui va délier la bourse du client.

Et, à côté de cela, il y a la pratique médicale et ses faiblesses, mais aussi ses succès et ses triomphes. Cette pratique médicale est le fruit de longues années d'études, de sacrifices. Le médecin assume des risques, il doit prendre des déci-

sions lourdes de conséquences. Il est responsable de ses malades. Le guérisseur, lui, ne prend aucun risque. Il ne sera jamais poursuivi par la famille du malade qu'il a laissé mourir. Au contraire, il sera défendu par ceux qu'il a pu convaincre de son pouvoir.

Et s'il est vrai que chaque médecin lutte à chaque instant avec la mort, combien de guérisseurs suivent-ils leurs malades jusqu'au dernier souffle ?

La crédulité de l'humanité, l'attrait du miracle - bien souvent fruit de l'illusion - n'ont pas de limites.

Il est vrai qu'il y a des faits troublants, des guérisons contrôlées et inexplicables actuellement. Mais de là à codifier le miracle, à légiférer sur les forces occultes, "à tarifer le flux magnétique", et à livrer délibérément la santé publique à des irresponsables, il y a un pas infranchissable.

C'est pourquoi le médecin ne peut accorder crédit à l'exploitation du mystère, ne peut donc dénaturer le sens de sa mission et de sa responsabilité, au point de collaborer avec l'irrationnel et de couvrir l'incompétence.

Envisager une collaboration sous la responsabilité d'un médecin serait cultiver l'imposture et demander au médecin de se faire le complice d'un monopole personnel, abusif et immoral. Le chercheur en médecine et le médecin partagent le fruit de leurs travaux et de leurs expériences dans l'intérêt des malades, et ne font pas mystère de leur thérapeutique : pénicilline, insuline, sont à la disposition de tous, car quelques traitements ont sauvé plus de vies humaines que tous les guérisseurs du monde. Mais ces millions de guérisseurs n'ont pas écrit d'hymne à la pénicilline, et ne connaissent souvent pas le nom de son inventeur.

Il peut sembler paradoxal qu'une pétition qui demande un retour à des procédés moyenâgeux émane d'un ancien recteur d'université où, chaque jour, on enseigne les derniers progrès de la médecine, de la chimie, ou de

la physique.

A l'heure où les spécialistes expliquent le mécanisme clinique de la schizophrénie, où l'on synthétise des corps protéiques de plus en plus compliqués, il est étrange qu'un professeur viennois, lui, demande qu'on légalise les actes des guérisseurs charlatans.

Le Conseil d'Etat a étudié cette pétition, et, sagement, a proposé au Grand Conseil de ne pas la prendre en considération. "Comment-donc pourrait-on concevoir que l'Etat, non seulement tolère, mais admette et légalise une activité de guérisseur, alors que précisément il arrive à la conviction que cette activité est contraire à la santé publique".

Et maintenant, qu'attend donc M. Grin pour collaborer avec les Evangélistes ?

Jean - Pierre Guignard

* * *

SOMMES NOUS DES REVOLUTIONNAIRES ?

"Le MDE est un mouvement fort honorable, me disait, d'un ton un peu paternaliste, un monsieur bien pensant et très respectueux des pouvoirs établis, mais son inconvénient majeur réside dans sa tendance révolutionnaire." Le même paternalisme lui faisait d'ailleurs envisager la chose sans trop de gravité; il voulait bien nous concéder "qu'il y a toujours un moment où l'on a envie de tout faire sauter". J'eus beau lui expliquer que nous n'avions pour l'instant aucun projet sanguinaire, et que si nous parlions par exemple avec une certaine animosité de l'enseignement qui

nous est dispensé dans notre Alma Mater, cela ne signifiait pas que nous allions sous peu nous présenter chez certain professeur de philosophie le révolver au poing. Il n'en démordit pas. "Vous y viendrez, ou, si vous n'y venez pas, c'est que vous n'êtes pas logiques avec vous-mêmes."

Par ailleurs, un récent article sur Paul Nizan paru dans notre bulletin a pu faire croire à d'aucuns que le MDE s'était trouvé une autorité morale en la personne de ce révolutionnaire, et comptait, en le présentant comme modèle, réveiller chez ses membres une semblable haine destructrice. Là encore, nous avons démenti. Si révolutionnaire signifiait cela, nous étions obligés de reconnaître que nous n'étions pas des révolutionnaires. Mais désormais, la question se trouvait posée, qu'est-ce qu'être révolutionnaire ?

Il y a d'abord quelques distinctions à faire. Il faut distinguer entre le révolutionnaire, le terroriste qui agit selon des principes plus ou moins bien définis, et une doctrine révolutionnaire où les principes mêmes sont un pas vers la révolution ou invitent directement à l'action révolutionnaire.

Il a sans doute existé dans l'histoire des circonstances où le révolutionnaire était le type même du héros. Dans certaines guerres de libération, comme la guerre d'Espagne ou celle de Cuba, le révolutionnaire est un soldat plus ou moins clandestin faisant partie d'un groupe ou d'une armée.

Mais il existe aussi je crois une sorte de révolutionnaire qui ne limite pas son action à un moment particulier de lutte ou de crise, mais qui est en permanence en mission commandée. Sans doute il distingue bien le but final de son action, mais il ne peut par la force même des choses, distinguer toujours parfaitement clairement les raisons particulières de chacun de ses actes. Il me semble que nous avons quelques raisons de nous en méfier. Etre révolutionnaire, dans ce cas, ce n'est pas

avoir choisi un moyen, au niveau de l'individu, c'est faire preuve d'un tempérament particulier. Ce n'est pas absolument à tort je crois qu'on a créé une sorte de type de révolutionnaire d'opérette dont une certaine veine satirique de la littérature contemporaine, même russe nous a donné le portrait. L'imagerie romantique traditionnelle nous représente un refoulé pâlot qui est un révolutionnaire comme on est un obsédé sexuel, et qui se fait louer par un Etat ou diverses entreprises politiques successivement. Je ne sais pourquoi il y a toujours chez cette sorte d'hommes quelque fatalité dans son existence menacée, quelque révolte obscure qui n'a rien à voir avec de véritables idées politiques, un certain art pour l'art, une certaine gratuité. Le révolutionnaire est un homme qui ne se fait pas d'illusions, mais qui accomplit farouchement son travail de fourmi. Il s'agit là d'une caricature, mais, sans vouloir blesser personne, certains anarchistes de chez nous s'y reconnaîtront peut-être. Leur mouvement procède moins d'une doctrine constituée que d'une volonté collective d'être des révolutionnaires professionnels. Leur recherche de "propagande par le fait" est moins un effort en vue d'un but politique précis que le regret d'un passé plus tapageur. Les anarchistes conseillent et recommandent ce qu'ils appellent le "scandale-canular", comment le dire sans sourire, et si ce terme montre bien à quel point on peut parfois avoir du plaisir à faire enrager le bourgeois, il n'en reste pas moins que ça ne fait pas très sérieux. Qu'on me le pardonne, mais cette pratique me fait irrésistiblement penser aux farces que font parfois les étudiants qui essaient de se désennuyer dans les sociétés traditionnelles, qui sont comme chacun sait des sortes d'exutoire à la facétie estudiantine. On peut se permettre ainsi de faire du

chahut en profitant d'une indulgence bon papa, et en profitant surtout d'une certaine garantie en papier monnaie pour payer la casse, ne serait-ce que cela.

Terrorisme contre terrorisme : de l'autre côté, les ultras font de même. Mais le fait que les activistes d'Alger par exemple, lors des émeutes de ces derniers temps, soient de tout jeunes gens, voire des lycéens nous laisse peu de doutes quant à la valeur des idées qui les inspiraient. Le plaisir de pouvoir impunément renverser des automobiles primait tout, ou même la joie de se sentir engagés dans une action grave, historique peut-être.

J'ai de la méfiance pour ces révolutionnaires pour d'autres raisons encore : c'est que, par le fait même que leur action témoigne d'un certain tempérament, elle se manifeste le plus souvent indistinctement, et vise vite à une généralité de principe. Dès qu'il existe un principe révolutionnaire, il ne connaît plus de limite dans le concret, il tend à s'implanter partout, à avoir une portée universelle; il ne veut plus se contenter de telle ou telle réussite dans telle situation donnée, mais veut du même coup tout détruire. Je citerai pour exemple de cette prétention à l'universel une autre affirmation du groupe révolutionnaire dont je parlais plus haut : parlant du mouvement de désertion qui existe ces temps en France, il regrette aussitôt que ce mouvement n'ait pour cause que la guerre d'Algérie, et non pas "l'antimilitarisme inconditionnel et international". "Nous sommes partisans de la désertion totale."

Paul Nizan est-il un révolutionnaire de cette trempe? De tous les révolutionnaires, il est sans doute le plus solitaire, celui chez qui la violence et la volonté de détruire est la plus personnelle,

la plus profondément attachée à l'individu. Mais cela ne veut pas dire qu'il s'agisse chez lui d'une manifestation toute gratuite d'un tempérament bagarreur. Au contraire, jamais plus qu'ici la volonté de détruire ce que l'on déteste n'a été lucide; les causes de sa haine sont analysées avec un soin extrême, et cette haine existe avant la volonté révolutionnaire, et la volonté révolutionnaire avant le parti communiste.

C'est pourquoi nous ne pourrions faire de Nizan un modèle. Nous ne pourrions sur lui bâtir aucune doctrine valable. On peut admirer la force et la violence de ses écrits, mais on ne peut tirer de sa révolte nulle doctrine révolutionnaire applicable collectivement. Je ne vois guère en quoi il pourrait nous être utile de nous répéter ses mots d'ordre et de veiller à ce que, à chaque congrès, à chaque meeting, il y ait un ou deux flics ou un ou deux philosophes bousillés par nos soins.

Esc-ce dire qu'il n'existe pas, qu'il ne peut pas exister de doctrine révolutionnaire ? Est-ce dire qu'aussitôt qu'un mouvement ou d'un parti choisit de s'appeler révolutionnaire, il sacrifie d'office à la gratuité de l'action révolutionnaire ? Jusqu'à quel point cette action est-elle compatible avec une doctrine, quels sont leurs rapports, c'est ce qu'il nous faut étudier maintenant.

Nous constatons d'abord que parmi toutes les diverses tendances qui se sont manifestées en France avant la claire séparation entre socialisme et communisme, qui date de 1921 et avant même l'unification du parti socialiste qui remonte à 1905, on en trouve peu qui ne portent le nom de révolutionnaire. Il est même curieux de constater que ce sont les possibilistes, c'est-à-dire ceux qui étaient favorables à une collaboration de principe avec un gouvernement bourgeois qui ont porté d'abord cette épithète. À quoi pouvait-elle bien correspondre ?

dans les autres pays aussi, il faut bien le dire, les premiers partis socialistes se disaient généralement tous révolutionnaires. On remarque enfin que ceux qui s'opposaient à l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois par exemple, et qui semblaient mériter mieux l'épithète n'envisageaient pourtant pas de renverser ce ministère bourgeois par la force, mais bien d'attendre que les voix socialistes soient assez nombreuses dans toute la France pour faire un ministère entièrement socialiste.

Si donc ce terme de révolutionnaire n'implique pas directement une action terroriste de principe, il rend compte du moins d'une volonté de base de détruire la société capitaliste. Il témoigne de la gigantesque révolution entreprise dans l'ordre social. Il indique avant tout un but, et non pas un moyen. Sans doute le moyen peut être révolutionnaire aussi, mais cette volonté révolutionnaire ne sera jamais provoquante, elle ne sera jamais de principe mais suivra de très près les circonstances, saisira des occasions valables de se manifester, organisera des grèves nécessaires, etc.

On ne saurait trop insister je crois sur l'aspect momentané ou circonstanciel d'une action révolutionnaire. Disons tout de suite que nous ne saurions appeler ici action révolutionnaire que celle qui appuie un principe révolutionnaire de base tel qu'il est défini plus haut. Nous excluons ainsi toute action terroriste d'inspiration fasciste. En dehors de la doctrine, cette action se justifie parfaitement dans des guerres de libération ou de résistance, (encore qu'on peut se demander si l'illégalité dans laquelle agit le soldat suffit à qualifier son action de révolutionnaire, et si le révolutionnaire n'est pas seulement celui qui agit en temps de paix.) À l'intérieur de la doctrine, elle ne se justifie qu'à titre exceptionnel afin que personne ne puisse penser qu'elle existe d'abord et pour rien. Une doctrine révolutionnaire, si elle est solide, doit durer et elle ne peut se permettre de jouer inconsidé-

rément avec sa légalité. Ainsi comprise l'action révolutionnaire peut aussi parfois être assimilée à une action non violente, à toute attitude de non-compromission et de résistance en face du monde capitaliste.

Revenons en maintenant à nous-mêmes : d'aucuns se demanderont simplement s'il y a encore en Suisse à l'heure actuelle de quoi mener une action révolutionnaire. Dans une démocratie si routinée, tout de même, n'est-ce pas faire preuve d'ingratitude vis-à-vis de nos bienveillantes autorités que de choisir des moyens si délibérément illégaux pour se faire entendre ? Pourquoi voler ce qu'on nous offre si gracieusement ? Mais le problème n'est pas là : la révolution n'est pas une affaire de constitution, et d'ailleurs la Suisse n'est pas plus démocratique que n'importe quel autre pays. La société capitaliste est ici encore plus forte et plus détestable qu'ailleurs. Je n'ai jamais remarqué non plus que nous ayons un amour immodéré de la légalité. Il ne s'agit pas d'être lâche ou bourgeois, il s'agit de bien distinguer quels sont nos objectifs et quelles sont nos possibilités. Le MDE est un mouvement d'étudiants et en tant que tel, en tant qu'il a certains objectifs bien précis, il est encore moins libre sur le plan de l'action que n'importe quelle société portant couleurs. C'est un mouvement engagé dans une ligne politique précise et vis-à-vis de qui, à cause de cela, les autorités n'auront aucune indulgence dans le cas de manifestation illégale alors qu'ils en ont vis-à-vis des étudiants portant couleurs.

D'autre part nos objectifs sont avant tout des objectifs d'étudiants. Pour tenter par exemple de réaliser un meilleur syndicalisme étudiant, nous nous livrons d'abord à l'étude approfondie du syndicalisme, nous ferons une critique aussi poussée que possible des institutions étudiantes en Suisse, puis nous utiliserons tous les moyens,

conférences, presse, démarches auprès des autorités pour réveiller la masse des étudiants. Mais nous ne considérons pas encore comme nécessaire d'aller déposer une bombe dans les bureaux de l'AGE. Notre terrain de lutte est les couloirs de la Faculté. Ayons avant tout une influence d'opinion.

En dehors de l'Université, notre devoir est un devoir de solidarité avec tout ce qui résiste aux idéologies de droite et à la société capitaliste. C'est ainsi que nous avons pensé nécessaire de manifester notre solidarité au peuple algérien en lutte pour son indépendance et à tous les peuples qui tentent de se libérer du joug colonialiste.

Notre attitude de réserve vis-à-vis de l'action révolutionnaire n'est pas une attitude de lâcheté : nous ne regretterons pas d'avoir organisé des manifestations contre des films de propagande fasciste, mais notre mouvement ne procède pas d'un sentiment de révolte à fleur de peau et n'est pas une institution où des volées successives d'étudiants viendraient se désaler. Mais c'est un mouvement révolutionnaire en tant qu'il prétend que l'ordre capitaliste, particulièrement sensible à l'Université où l'on pense encore que la culture est le monopole d'une classe sociale, doit être renversé et complètement transformé.

Anne C. Savary

IRAN, LE PAYS AUX TROIS REINES :
FARAH DIBA, PETROLE ET MISERE

De l'Iran, Farah Diba représente d'abord l'aspect romantique, mais aussi le plus connu du public occidental. Tout le monde connaît cette jeune roturière de l'École d'Architecture de Paris qui eut le bonheur d'être choisie par la Providence en la personne de son représentant sur le sol iranien : Successeur de la bien malheureuse Soraya, elle occupe une place de choix dans les journaux à l'eau de rose pour public au cœur tendre. Elle et son souverain sont les rivaux acharnés de la Princesse Margaret et de Tony, de Grâce et de Rainier, de Soraya et du play-boy Orsini, dans la course à la couverture de "journaux" tels que "France-Dimanche", "Ici-Paris", "Noir et Blanc" et autres "Jour de France". Le Shah, en écrivant ses mémoires et en les publiant dans des quotidiens comme "France-Soir", a prouvé qu'il n'avait pas l'intention de mettre un terme à cette "littérature". Un cadre digne des Mille et une Nuits, un peuple heureux et fidèle, un roi charmant que l'amour de la Patrie oblige de temps à autre à des sacrifices cornéliens : comment peut-on rester insensible à la lecture de journaux relatant le bonheur merveilleux qui comble ce pays de rêves ?

Pourtant si nous éteignons la lampe magique d'Aladin pour ne plus nous éclairer qu'à la seule lumière de la réalité, nous découvrons le triste personnage de Mohamed Reza Shah Pahlevi, dans toute sa laideur.

En 1921, profitant des désordres de l'après-guerre, un officier illégitime s'empara, avec l'aide des Anglais, de la capitale iranienne. En 1924, il se proclama roi et fonda ainsi la dynastie des Pahlevi. Il étouffa peu à peu la démocratie parlementaire acquise en 1907 au prix d'une révolution.

Par l'élimination systématique des hommes de valeur, ce parvenu illégitime réussit à imposer sa dictature. Il s'empara par la force des terres les plus riches. Aujourd'hui son fils, sous le prétexte d'imaginaire de "distribution des terres de la Couronne" les revend partiellement à ces mêmes familles paysannes qui en avaient été spoliées. En 1941, Reza Shah qui avait pris une certaine distance à l'égard de ses bienfaiteurs anglais en se rapprochant de l'Allemagne, fut exilé et remplacé par son fils plus docile. Entouré d'une féodalité avide qui possède la plupart des terres, le Shah gagne annuellement, grâce aux revenus de ses domaines, la somme de 200 millions de francs suisses. Les gains d'un paysan pendant le même temps varient de 90 à 150 francs. Les paysans, qui forment le 70% de la population, doivent obligatoirement partager leurs recettes, obtenues suivant des méthodes primitives, avec le seigneur.

L'Iran possède plus de 11% des nappes pétrolifères du monde. C'est en 1901 que l'impérialisme économique anglais mit la main sur le pétrole iranien. Darcy, moyennant un pot de vin de 40'000 livres, obtint le monopole de l'exploitation de cette richesse, dont le 6 1/2 % seulement allait à l'Iran. D'après les propres statistiques de la Compagnie anglo-iranienne, de 1914 à 1950, les bénéfices s'élevèrent à 5 milliards de dollars. Sans compter d'autres revenus "invisibles" dont jouissaient les impérialistes. Citons à titre d'exemple le contrat signé entre la Compagnie et le gouvernement anglais. Ce contrat assurait la livraison du pétrole nécessaire à la marine britannique à un prix moins élevé que celui du marché international. Personne ne connaît exactement le résultat de ces spéculations. Winston Churchill, dans son livre "World Crisis" évalue les gains anglais jusqu'en 1923 à 7'500'000 livres. Les bénéfices iraniens pour la même période que celle envisagée plus haut (1914 - 1950) étaient de 435 millions de dollars, tandis que la Compagnie payait simplement,

en guise d'impôt au gouvernement britannique la somme de 1,5 milliards de dollars : En outre, la plupart des minces revenus iraniens retournaient aux impérialistes sous la forme d'achats d'armes et de dépenses militaires, dont ceux-ci étaient en fait les seuls à profiter. En 1953, Mossadegh voulut réaliser le vœu du pays : nationaliser les industries pétrolières. Ce projet de nationalisation était un coup mortel porté à la domination économique et politique de la Grande-Bretagne. Aussi cette dernière s'associa-t-elle avec les Etats-Unis (qui voyaient là une occasion d'étendre leur propre influence) pour combattre le gouvernement Mossadegh. Avec la complicité du Shah, les impérialistes renversèrent en août 1953, par un coup d'état, le gouvernement légal de Mossadegh.

Depuis 7 ans, la réaction continue. Le Shah, au mépris de la Constitution, a supprimé presque totalement la liberté d'expression : la presse est muselée; les partis d'opposition sont dissous et leurs membres poursuivis par la police de sûreté dont le bâtiment administratif est le plus grand de Téhéran. Ses espions sont chargés de dénoncer tout opposant au régime. Quelques-uns sont même en activité dans les universités européennes.

Il est clair que dans de telles circonstances, des élections ne sont que pure mascarade; les députés désignés à la suite de scrutins si évidemment truqués, ne sont que des jouets serviles. Par exemple, les clauses du Consortium prévoyant la remise du pétrole iranien aux mains des impérialistes sont leur œuvre.

Depuis 1953, des milliers de personnes ont été arrêtées, des centaines exilées, des dizaines exécutées après une parodie de justice. Les prisonniers politiques sont torturés sauvagement. Tous les Iraniens connaissant le cas du journaliste Karim-Pouré Chirazi, qui succomba sous les coups de ses

"interrogateurs". Son corps fut imbibé d'essence et brûlé, afin que sa famille ne puisse constater les traces des sévices dont il avait été victime. Les revendications ouvrières sont étouffées dans le sang; citons à titre d'exemple la répression brutale qui frappa les ouvriers des usines de briques en 1959.

Le Shah essaye par tous les moyens (légaux ou par corruption) de faire de l'armée le soutien numéro un de son régime. En sortant de la neutralité et en signant, en plus du célèbre pacte du CENTO, un accord militaire bilatéral avec les impérialistes américains, le gouvernement iranien a mis le pays dans une position dangereuse : il a compromis le prestige de l'Iran auprès des nations Afro-Asiatiques.

Le résultat ainsi obtenu par l'emploi de la terreur policière est complété par celui de la corruption. Dans ce pays, l'"enrichissez-vous" de Guizot trouve sa pleine application, presque tous considèrent leurs fonctions comme un moyen de profits personnels. Ainsi, je connais un colonel qui fait chaque année, au moment des nominations, les démarches nécessaires afin de ne pas être promu au grade de général; car cette nomination entraînerait son transfert à un poste certes plus honorifique, mais combien moins rentable.

Cette situation est très néfaste pour l'économie persane. En plus du pétrole, l'Iran possède d'immenses richesses naturelles, mais rien, ou presque, n'a encore été entrepris en vue de leur exploitation. Pour calmer le mécontentement populaire, la politique économique du gouvernement consiste en l'exécution de mesures spectaculaires à court terme. La faible industrialisation du pays est parfaitement conforme aux intérêts américains qui ne désirent pas réduire le volume de leurs exportations vers l'Iran. "Quant aux européens, leurs firmes, le plus souvent, se réjouissent de la corruption qui leur permet de retirer sans trop de peine d'énormes profits."¹

1. "Le Monde", 6 janvier 1961

Devant cette situation alarmante, les patriotes s'organisent à nouveau. Le parti Toudeh relance l'idée du "Front populaire". Dans ce combat pour la liberté, les étudiants jouent un rôle important? les événements de Corée, de Turquie du Japon ont prouvé l'efficacité de la lutte estudiantine. Les étudiants iraniens n'ont jamais caché leur dégoût pour le régime dictatorial du Shah. Chaque année à la date du 10 décembre, les étudiants de l'Université de Téhéran font la grève et vont se recueillir sur les tombes de trois de leurs camarades, tombés sous les balles de l'Armée en pleine Université...

Il y a quelques mois, il s'agit avec force contre le déroulement truqué des élections législatives. Le scandale fut tel que le Shah lui-même admit la fraude et ordonna de nouvelles élections. En réalité la comédie électorale continuait, une nouvelle scène seulement succédait à une autre. Une fois encore, les étudiants protestèrent et défilèrent dans les rues. La police fit usage de ses armes, et en blessa quelques uns. Il y a quelques jours, leurs camarades résidant en Europe apprirent avec indignation la fermeture des universités iraniennes et la déportation de dizaines d'étudiants dans un camp de concentration situé sur le Golfe Persique. Pour sa part l'association des Etudiants iraniens de l'Université de Lausanne se réunit jeudi 9 janvier dernier et adressa au gouvernement une lettre de protestation dans laquelle elle déclarait, à l'unanimité, sa solidarité avec ses camarades du pays.

Les menaces continuelles du gouvernement, devises coupées et retour forcé en Iran avec les conséquences qu'on imagine, ne font plus peur....

Cyrus

PETIT PANORAMA DU NEO-FASCISME INTERNATIONAL

Le 22 octobre 1960 avait lieu à Paris, 10 rue de Lancy, la rencontre bisannuelle de l'internationale néo-fasciste. Y prenait part des délégués venus de tous les pays du monde "libre". Au son des trompettes et des clairons, l'assemblée entonna le chant de Horst Wessel, jeune nazi assassiné par les antifascistes à Berlin, sous le règne d'Adolf I. C'est au Français Alaysceau que revint l'insigne honneur de faire l'exposé principal de cette session, exposé fort long et dont le titre nous laisse rêveur, quinze ans après l'effondrement du Reich : "Nos ennemis héréditaires, les Juifs " Auparavant, l'assemblée générale des néo-fascistes s'était réunie : en 1951 à Zürich, en 1954 à Hanover, en 1956 et en 1957 à Lausanne, en 1959 à Innsbruck.

Le Crédo de l'internationale néo-fasciste. Il est clairement exprimé dans "Vaegan Farnat" journal suédois rédigé par l'ancien officier SS Ingve Norberg :

"Nous luttons pour le maintien de la pureté de la "Rasse" (sous-entendu :blanche) et contre les mélanges de races. Nous luttons pour le National-socialisme. Nous luttons contre le capitalisme bourgeois et contre le matérialisme communiste. Nous luttons contre la démocratie parlementaire et contre l'égalité entre les hommes."

Sur les juifs, Norberg écrit ceci :

"Le Juif n'apprend rien; il ne se cultive pas. Il ne se lave pas. Il ne fait que des affaires et des enfants. Il porte de faux témoignages. Il porte des plaintes injustifiées. En résumé : il ne fait qu'acheter et corrompre..." *
Tout commentaire s'avère inutile...

Des millions de morts, d'invalides de guerre, de déportés n'ont sans doute pas suffi à ces messieurs; ils se préparent à leur nouvelle attaque, ils se ré-

* Die Kultur, München janvier 1961

58
organisent avec méthode. Si, n'en déplaise à la Gazette de Lausanne, ils n'ont pas encore été en mesure de nous imposer leur "ordre nouveau", le danger d'une fascisation de l'Occident n'en existe pas moins.

L'endémisme du neo-fascisme s'impose donc de plus en plus : c'est une mesure de salubrité publique ; mais pour se débarrasser d'une vermine quelconque, il faut en connaître l'origine, le nombre, la force, c'est ce que nous allons essayer de faire, brièvement.

A tout seigneur, tout honneur, nous allons tout d'abord tourner nos regards vers :

1. La République fédérale allemande. Dans un article paru dans la "Frankfurter Rundschau", Thomas Gnielke constate que, pour l'année 1959, le nombre de jeunes faiscistes de groupes et d'organisations néo-fascistes s'élevait à 40 000.

Les principales organisations de la jeunesse d'extrême droite. Elles sont les suivantes, par ordre d'importance : (nous les citons en "version originale", car elles sont pratiquement intraduisibles dans notre langue si cartésienne et si peu militariste).

1) Le Nationaler Studentenbund, dont les effectifs nous ne nous sommes pas connus et qui groupe des étudiants nationalistes dont l'antisémitisme est discret, mais dont l'anticommuniste est d'autant plus vigilant. Ces étudiants organisent des cycles de conférences dont l'esprit est, c'est le moins qu'on en puisse dire, revanchard ; Ces conférences sont souvent faites par le fasciste américain-autrichien William Siegmund Schlamm.¹⁾ D'autre part, ces étudiants viennent de se signaler par un brillant autodafé du drapeau de la République Démocratique allemande. (Cet autodafé a d'ailleurs été commenté avec respect et admiration par le reporter de la télévision suisse !)

2) La Schiller-Jugend, groupe commandé par l'ancien Nazi Hans Siebrands, et dont le journal officiel se nomme "Le Serment du Grütli" (sic)

3) La Jungdeutsche Freischar, commandée par l'ancien SS et chef de groupe des "Jeunesse hitlériennes" Günther Messler

29
4) La Viking-Jugend, commandée par l'ancien SS Adolf Nahrath, dont l'antisémitisme virulent est bien connu en ville de Cologne.

D'autres organisations de jeunesse sont moins importantes, mais ont un caractère nettement plus militariste, comme la "Bismarck-Jugend", la "Jugendverband der Soldaten" et la "Marine-Jugend".

Nous remarquons que quatre, au moins, de ces organisations de jeunesse sont dirigées par d'anciens officiers SS.

Les organisations néo-fascistes proprement dites. Les noms des organisations groupant d'anciens nazis sont encore plus significatifs : le "Kampfgruppe Germania", la "Bewegung Reich", les "Jung SS" etc.. ont toujours de nombreux membres, plus exaltés les uns que les autres. Mais le plus important groupe néo-nazi de l'Allemagne de l'Ouest est constitué par le "Parti allemand du Reich" (Deutsche Reichspartei) qui compte environ 17 000 membres avoués et un nombre encore plus grands de sympathisants de tous accablés. Le journal du Parti intitulé "L'appel du Reich" est tiré à 25 000 exemplaires. Si le Parti allemand du Reich mène sa politique raciste avec une grande prudence, il a gardé le mythe de la "terre sacrée" "contre le bolchévisme". Il est même probable que c'est grâce à des pressions exercées indirectement sur le gouvernement de Bonn par ce parti, que le Parti Communiste allemand a été interdit en 1956. Il est aussi à peu près certain que le D.R.P., avec l'aide du "Nationaler Studentenbund", est à l'origine de la flambée des croix gammées sur les murs de la République fédérale allemande, et à l'origine surtout des profanations de synagogues et de cimetières juifs qui, bien que la presse n'en fasse plus écho, continuent de se multiplier (cf : die Kultur, no. de janvier 1961)

À propos de la réapparition de la croix gammée dans l'Allemagne de Bonn, feu Georges Ultramar, le grand défenseur suisse du nazisme, écrivait, dans son "Pilier" du 29 avril 1960, que les inspirateurs de ces barbouillages étaient les membres de la "Ligue pour la pro-

tection des minorités sexuelles"(sic) et non les membres du fascisme international. Ces représentants du troisième sexe (dont le secrétaire général réside à Lausanne) auraient ainsi voulu exercer une pression sur le gouvernement ouest-allemand afin qu'il supprime le fameux paragraphe 175 du Code pénal, réprimant l'homosexualité. Personnellement, je ne suis ni fasciste, ni pédéraste, mais je pense que ces deux "qualités" se combinent harmonieusement. En fait, les arguments de feu G. Oltramare sont tout à fait spécieux et la seule concession que nous puissions lui faire, c'est de dire que les fascistes (de la DRP et du Studentenbund national) étaient peut-être également des représentants du troisième sexe.

La situation florissante des groupes néo-fascistes allemands est due à deux facteurs principaux qui sont d'ailleurs interdépendants :

- 1) Les gigantesques sommes d'argent qui ont été sauvées de la débacle par les nazis; notons que ces nazis n'ont jamais dû en rendre compte, lors des épreuves de "dénazification" dont les résultats ne furent guère convaincants.
- 2) La faiblesse de la "démocratie" de Bonn, qui a permis, notamment à un ancien criminel de guerre, Theodor Oberländer, de devenir ministre. Mais le gouvernement ne fait presque rien contre les organisations fascistes, et, si le ministre Oberländer a été finalement remercié, c'est grâce aux combats incessants menés par les forces démocratiques de toute l'Allemagne. Il est malheureusement de notoriété publique que ce ministre a reçu une coquette pension de l'Etat (en récompense des crimes qu'il a commis ?) et que d'autres hommes politiques importants comme MM. Globke et Seehofer n'ont pas été inquiétés. Serait-ce parce qu'ils sont étroitement liés au Réarmement Moral ?

1) cf.: W.S. Schlamm : Die Grenzen des Wanders
Europa Verlag, Zürich

Le rôle obscur du Réarmement Moral

Le Réarmement dit "Moral" (siège sur pédoncule à Montain House, Caux, Switzerland) jouit d'un très grand prestige, non seulement auprès du gouvernement de Bonn, mais aussi auprès de grands nazis et de criminels de guerre. Lorsque Theodor Oberländer fut suspendu avant d'être pensionné, son premier souci fut d'aller prendre quelques jours de vacances... à Caux, bien entendu ! Seehofer est aussi un des hôtes habituels de Frank Buchmann. Avant d'être un membre actif du Réarmement Moral et de sa politique de coexistence, Franz Josef Strauss était un violent antimilitariste; n'avait-il pas dit, dans un de ses discours, en 1949 : " Que la main de celui qui veut prendre à nouveau une arme, lui soit arrachée". Après avoir subi l'influence de Buchmann, Strauss est devenu, comme on le sait, ministre de la défense; il réclame avec véhémence sa "force de frappe". C'est aussi l'un des grands adeptes de la politique de revanche, politique appuyée par le Réarmement Moral dans sa campagne pour la "libération des pays qui se trouvent sous l'oppression communiste."

En conclusion de ce chapitre, nous retiendrons cette citation particulièrement succulente de Frank Buchmann (cité par Hadley Cantril "The Psychology of social Movements" Wiley and Sons 1941, p.152) : "Je remercie le ciel pour un homme comme Adolf Hitler qui a bâti une ligne de défense contre l'Antéchrist du communisme. Imaginez ce que cela signifierait pour le monde si Hitler se soumettait au contrôle de Dieu; ou Mussolini. Ou un dictateur quelconque. Par l'intermédiaire d'un tel homme, Dieu pourrait du jour au lendemain contrôler une nation, et résoudre tous ses problèmes. (Les problèmes sociaux)... pourraient être résolus dans une démocratie contrôlée par Dieu, ou plutôt devrais-je dire, dans une théocratie, et ils pourraient l'être dans une dictature fasciste contrôlée par Dieu." Lorsque l'on connaît l'influence qu'un homme comme

Frank Buchmann a sur le gouvernement et les milieux paritaires de la République fédérale allemande, on ne

s'étonnera plus de l'inertie de la dite République face à la renaissance du fascisme en Allemagne de l'Ouest.

(à suivre)

Maurice Ehinger

prochain chapitre :

Bonn 1961 : Les assassins sont parmi nous

NOUS DES COLONIALISTES ?

... ces quelques réflexions sur les relations de la Suisse et l'Union sud-africaine viennent opportunément prêter l'appui de quelques faits à notre éditorial.

Le Suisse, grand brasseur d'affaires et rusé financier, a l'habitude, on le sait, de verser des larmes de crocodile sur le sort peu enviable des pays sous développés, tout en se remplissant les poches à leur dépens. Compatissant lorsqu'il s'agit de discuter de cantine, il devient dur et intraitable lorsque sa fortune entre en jeu. Le Suisse est, par définition un démocrate; il ne jure que par la liberté et la démocratie, mais lorsqu'il veut placer son argent à l'étranger, il choisit de préférence un pays au régime dur et autoritaire, car il a horreur des changements de régimes (même s'ils mènent à la démocratie) qui risquent d'abaïsser ses intérêts et d'amener un ralentissement de son commerce. L'Union Sud-Africaine est, pour cela, un pays de rêve; les masses indigènes sont solidement muselées, seuls les métis ayant un certain revenu ont plus ou moins le droit d'exprimer leur opinion et la minorité blanche qui conduit le pays et avec laquelle se traitent les affaires, est très conservatrice. Les industries établies et financées par les Suisses sont prospères: les salaires étant à un

niveau incroyablement bas, les prix de revient sont très modiques et les bénéfices en sont d'autant plus grands; les fabriques établies là-bas par les maisons Sulzer, Bailly, Nestlé et autres ont su profiter de cette situation et arrivent à des résultats financiers étonnants. Les caisses de l'Etat sud-africain sont bien remplies grâce à la production d'or dont la valeur est, en moyenne, de 214 millions de livres sterling par an. Et pourtant, la minorité blanche a besoin d'encore plus d'argent pour sa "défense" économique, face aux masses grouillantes des prolétaires Noirs: elle fait souvent appel aux capitalistes du monde entier. Un des derniers appels disait que "l'Afrique du Sud doit maintenir son rôle de poste avancé de l'Europe, il lui faut, pour cela, l'appui du monde occidental. Elle a besoin de ses capitaux et de son aide industrielle..." Bien sûr, ces appels ont été entendus chez nous et l'émigration des capitaux suisses a notablement progressé: en dix ans, de 1945 à 1955, les investissements suisses se sont montés à 2912,9 millions de francs, alors que les prêts de banques suisses se montaient, dès 1954, à quelques 195 millions de francs, si bien que l'on a pu constater que l'Union Sud-Africaine est le pays "neuf" où les Suisses ont investi le plus d'argent. Mais on a fait plus encore: des Suisses se sont mis à faire de la propagande en faveur de l'Union Sud-Africaine. Ainsi, le directeur général de l'Union de Banques Suisses, M. A. Jann, dans un article intitulé "South Africa as a Field for Swiss Capital Investments" paru dans une revue économique disait: "Puisque l'expansion des engagements de capitaux suisses en Afrique du Sud est désirée -des deux côtés- de constants efforts doivent être faits pour informer le peuple suisse des conditions économiques et sociales de ce pays (...). il faut aider à surmonter certains obstacles à l'exportation de capitaux de la Suisse. Un exemple saisissant (de ces obstacles) est le problème racial. Les

Suisses n'ont aucune connaissance de ce problème, qui soit basée sur une expérience directe..."

Le directeur général de la SES est donc un propagandiste du racisme, bien qu'à certaines occasions il ne manque pas de parler avec une ferveur très bien feinte de la mission de la Suisse, face au problème des pays sous-développés. Quant aux autres capitalistes, qui, par leur apport de fonds, soutiennent ouvertement le gouvernement de Johannesburg et sa politique colonialiste et raciste, ils ne valent guère mieux que le sinistre M. Jann et forment une partie de la section suisse des chiens errants de l'impérialisme.

Economicus

* * *

LES ACTIVITES DU MDE

Notre activité s'est manifestée publiquement par l'organisation d'une vente de livres des auteurs signataires du manifeste des 121, de la très intéressante conférence de Bernard Dort, rédacteur de "Théâtre Populaire" sur le "Théâtre épique de Brecht", de l'exposé de Richard Cobb, professeur à l'université du Pays de Galles, sur "Les interprétations récentes de la Révolution française."

Pour diverses raisons, le séminaire consacré au problème de la neutralité suisse a été interrompu, mais reprendra cet été. D'autre part, le MDE dont l'effectif ne cesse d'augmenter, s'est réuni en assemblée générale extraordinaire le 26 janvier, pour définir sa position face à l'anarchisme et à l'objection de conscience.

Notre activité du semestre d'hiver prendra fin en mars avec la conférence de Goldman: "Le concept de vision du monde", mais atteindra son point culminant le 21 février, mardi, 20 h. 30, Salle des 22 Cantons, où nous nous réunirons à l'occasion de la journée anticolonialiste pour laquelle nous organisons une manifestation d'information sur l'évolution actuelle de l'Afrique, qui vous permettra d'entendre Pierre Stibbe, avocat à la Cour et rédacteur de "France-Observateur", et Fara N' Diaye, vice-président des affaires sociales de la Fédération des étudiants d'Afrique Noire en France (FELANF).

MDE

Nous avons d'autre part le plaisir d'annoncer la création à Genève d'un MDE. En effet, les étudiants de gauche du bout du lac se sont réunis en Assemblée constituante le 9 février, et ont élu le comité suivant: président: André Donneur; vice-président-caissier: Maya Surduts; secrétaire: Jean-Claude Buhner; affaires culturelles: Eric Jeanneret; relations extérieures: Jean-Claude Theenig; rédacteur du bulletin: Jean-Noel Dupasquier; information: Marco Polli.

Nous souhaitons plein succès au MDE de Genève dans son activité future et nous sommes certains que la collaboration entre les deux MDE sera parfaite et fructueuse.

MDE

Les ouvrages mentionnés dans la bibliographie peuvent être obtenus à la

LIBRAIRIE "LA CITE"

10, Route de Genève, Lausanne

TABLE DES MATIERES.

Editorial	page 1
Nous, des colonialistes ?	3
Lettre d'Angola	4
Les étudiants bougent	8
Du nouveau pour l'Espagne ?	12
Toujours la "pacification"	15
Flashs	18
Pour un syndicalisme étudiant	23
Ubu au Grand Conseil	26
Lettre ouverte au Réarmement moral	28
Bibliographie	30
"Les Séquestrés d'Altona de J.P. Sartre"	33
Les coupables, c'est vous.	38
Guérisseurs et médecins	40
Sommes-nous des révolutionnaires ?	44
Iran, le pays aux trois reines	52
Petit panorama du néo-fascisme international	57
Nous, des colonialistes ? (bis)	62
Les activités du MDE	65

* * *

UT
 MOUT
 O THE
 UOL E
 STVAL
 TE 28
 EREVO
 SE ES
 UOM E
 EUPIT
 ELI
 ELI
 M SIM
 EMOE
 STAI
 COME
 UAIU
 LE TA
 VUOM
 STVA
 TE 27
 OITA
 OM ED
 MEVUC
 M SIM
 DUTE2
 EUOI
 COME
 MEVUC
 DE 21
 ETOE
 IQUE DE
 BMOOR
 TAME
 DE MOU
 STAI
 DEMO
 LE